

Sommaire

Remerciements	i
Liste des abréviations	iii
Liste des tableaux	iv
Liste des figures	v
Liste des graphes	vi
Introduction	1
Partie 1 : Approche théorique sur l'insécurité alimentaire et le développement économique ...	2
Chapitre 1 : Concept d'insécurité alimentaire et du développement économique	3
Section1 : le concept d'insécurité alimentaire	3
Section2 : Le concept du développement économique.....	7
Chapitre 2 : Le concept de système alimentaire	10
Section1 : Définition du système alimentaire	10
Section2 : L'évolution du système alimentaire dans le temps.....	11
Section3 : Les Rôles du système alimentaire dans la sécurité alimentaire.....	13
Chapitre 3 : Liens théorique entre insécurité alimentaire et développement socio-économique.....	14
Section1 : Les causes de l'insécurité alimentaire	14
Section2 : Les conséquences de l'insécurité alimentaire.....	16
Section3 : Le cercle vicieux entre le développement et l'insécurité alimentaire	18
Partie 2 : Analyse empirique de l'impact de l'insécurité alimentaire sur le développement économique	19
Chapitre 1 : L'insécurité alimentaire en Afrique.....	20
Séction1 : Manifestation de l'insécurité alimentaire en Afrique	20
Section2 : Mesure préventive	27
Chapitre 2 : L'insécurité alimentaire à Madagascar.....	30
Section1 : Causes et effets de l'insécurité alimentaire	30
Séction2 : Les aides au développement pour la lutte contre l'insécurité alimentaire.....	40
Section3 : Des solutions pour éliminer l'insécurité alimentaire	43
Conclusion.....	48

Liste des abréviations

AGSANV	Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, et de la Vulnérabilité
CRED	Centre de Recherche Epidémiologique Des Catastrophes
DFID	Department For International Development
EDBM	Economic Developement Board of Madagascar
EDSMD	Enquête Démographique et de Santé à Madagascar
ENSOMD	Enquête Nationale sur le Suivi des objectifs du Millénaire pour le Développement
EPM	Enquêtes Périodiques auprès des Ménages
FAO	Food and Agriculture Organization
FMI	Fond Monétaire International
GCRAI	Groupe Consultatif de la Recherche Agricole International
IDH	Indicateur de Développement Humaine
INSTAT	Institut National de la Statistique
IPH	Indicateur de Pauvreté Humaine
OGM	Organisme Génétiquement Modifié
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unis
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PED	Pays En Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour de Développement
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
VIH	Virus de l'Immunodéficiency Humaine

Liste des tableaux

Tableau 1 : Dimensions et composantes de l'insécurité alimentaire.....	6
Tableau 2 : IDH moyen pour quelques groupes de pays en 2011	9
Tableau 3 : Dynamique de la population et de la production alimentaire des pays en développement	24
Tableau 4 : Pourcentage des ménages en insécurité alimentaire dans les différentes zones de Madagascar.....	31
Tableau 5: Production des principales cultures vivrières (tonnes).....	43
Tableau 6 : Production rizicole dans la région d'Alaotra- Mangoro 2004-2010	44

Liste des figures

Figure 1: La relation entre insécurité alimentaire et pauvreté.....	15
Figure 2: Cercle vicieux sur l'insécurité alimentaire et le développement	18
Figure 3: Le niveau de la malnutrition en Afrique en 2012	21
Figure 4: Pays victimes de crises alimentaires consécutives (1986-2005)	22
Figure 5: Les personnes touchées par les catastrophes naturelles durant la période de 1971-2001.....	23
Figure 6: Relation entre le VIH est l'insécurité alimentaire	26
Figure 7: Cactus et fruits de cactus dans le sud de Madagascar.....	34
Figure 8: Relation entre santé, éducation et travail	39

Liste des graphes

Graphe 1: Pourcentage des personnes sous-alimentées	27
Graphe 2: Superficies consacrées à la culture du manioc, en hectares	29
Graphe 3: Pourcentage de la population en insécurité alimentaire	31
Graphe 4: Evolution de l'insécurité alimentaire (2005, 2010 et 2012) au niveau régional	35
Graphe 5: Les problèmes diarrhéiques chez les enfants.....	37
Graphe 6: Evolution du chômage.....	38

Introduction

D'après le Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996, « *la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès aux alimentations suffisants, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine* ». Selon Louis MALASSIS : « *Manger est un acte de vie* » que l'homme répète chaque jour. C'est un acte immuable. Pourtant le concept « Manger pour vivre ou vivre pour manger » est considéré, ce dernier temps, comme une question immature. Or, la plupart des gens se trouvent dans une situation catastrophique causé par des différents facteurs au sein de son foyer et au sein de son pays, surtout dans les PED tel que Madagascar. Pour les PED, le principe « manger pour vivre » est vrai. Ils travaillent non pas pour gagner plus d'argent mais pour avoir le moindre gain. Les pauvres n'ont même pas la capacité de satisfaire leurs besoins fondamentaux qui sont l'alimentation, le logement, les vêtements et l'éducation. Madagascar entant que pays en développement vit dans cette condition. Faute de l'inégalité sociale au niveau internationale, les pays développés par contre se contentent d'améliorer, de temps en temps, sa condition de vie qui est déjà meilleur par rapport à celle des PED. Ces derniers ne sont qu'en phase de décollage, et peu importe la situation, l'important pour eux c'est de rester sur la piste. C'est ainsi que l'insécurité alimentaire affecte le monde de jour en jour. Cela nous amène à discuter le thème : « l'insécurité alimentaire et son impact sur le développement économique de Madagascar ». Force est donc de constater : de quelle manière l'insécurité alimentaire influe-t-elle le développement économique d'un pays ? Afin de répondre à cette question et poursuivre l'analyse, adoptant les trois hypothèses ci-après : première hypothèse, la croissance démographique amplifie l'insécurité alimentaire ; deuxième hypothèse, l'insécurité alimentaire accroît la dépendance économique d'un pays ; troisième hypothèse, favoriser le secteur agricole réduit l'insécurité alimentaire. Pour la réalisation de ce projet nous avons consulté le site web de la banque mondiale, du PAM, de la FAO. De plus, nous avons fait des décentes sur terrain pour consulter quelque document chez l'INSTAT et quelque livre de la Bibliothèque Universitaire. Pour ce projet, le plan mis en œuvre est le suivant : première partie, approche théorique sur l'insécurité alimentaire et le développement économique et deuxième partie, analyse empirique de l'impact de l'insécurité alimentaire sur le développement économique (cas de Madagascar).

Partie 1

Approche théorique sur l'insécurité alimentaire et le développement économique

Depuis les années 1990, une abondante littérature sur l'insécurité alimentaire, évaluée à des échelles différentes : au niveau individuel, au niveau d'un ménage et dans un pays est apparue. Chaque ouvrage, ou même chacun a sa propre définition sur ce terme. La Conférence mondiale de l'alimentation en 1974 définit la sécurité alimentaire en termes d'approvisionnement alimentaire, à savoir garantir la disponibilité et la stabilité des prix des produits alimentaires de base à l'échelon national et international. « *Capacité de tout temps d'approvisionner le monde en produits de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix* ». Pour cela, un système alimentaire devrait être mis en place.

Le mouvement de décolonisation et la montée de l'influence des pays du Sud (Conférence de Bandung, 1955) ont provoqué une multiplication des études économiques sur les conditions de développement. Chaque courant de pensée, surtout économique, a essayé de maîtriser ce concept. Le développement économique est associé à une création de richesses, et « progrès », puisqu'il entraîne, généralement, une progression du niveau de vie des habitants. On parle alors d'amélioration du bien-être social (au sens économique). Le développement se rapporte à l'état de vie de la population dans un pays déterminé. C'est dans ce contexte que nous allons développer, dans le dernier chapitre de cette première partie, les liens théoriques entre l'insécurité alimentaire et le développement économique. D'abord entamons le concept d'insécurité alimentaire et du développement économique.

Chapitre 1 : Concept d'insécurité alimentaire et du développement économique

En 1983, les études de la FAO se sont centrées sur l'accès à l'alimentation et ont conduit à une définition basée sur l'équilibre entre la demande et l'élément de l'offre de l'équation de la sécurité alimentaire : « *Assurer à toute personne et à tout moment un accès physique et économique aux denrées alimentaires dont elle a besoin* »¹. L'insécurité alimentaire qui est le cas opposé de la sécurité alimentaire se mesure par la faim, la sous-alimentation et la malnutrition. Les types d'insécurité alimentaire se distinguent par ses causes et sa durée. Elle se présente sous différente forme au niveau de chaque individu ou membre d'un ménage.

Le développement économique est « *un ensemble de transformation intimement lié qui se produise dans la structure d'une économie et qui sont nécessaire à la poursuite de sa naissance* »². Ces changements concernent la composition de sa demande, de sa production et des emplois aussi bien que la structure du commerce extérieur et des mouvements de capitaux pris ensemble. Il peut être mesuré par des indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Avant de voir tout ceci en détail, entamons tout d'abord le concept d'insécurité alimentaire.

Section1 : le concept d'insécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est un terme inséparable à la notion d'insécurité alimentaire. La notion de **sécurité alimentaire** est apparue au milieu des années 1970, dans un contexte de la hausse des prix des céréales sur les marchés internationaux liée à une succession de mauvaise récolte, de diminution des stocks et de hausse des prix du pétrole. À l'époque nombreux sont les pays et régions qui souffraient d'insuffisance de production alimentaire pour nourrir leur population d'où la notion d'**insécurité alimentaire**. Elle est un phénomène causé principalement par les changements climatiques et les différentes crises survenu au sein d'un pays. Elle touche surtout les enfants et les femmes.

¹ Source : FAO

² Cité par Madame Holimalala RANDRIAMANAMPISOA, Docteur en Economie, professeur d'économie de développement en économie licence 3

I. Définition de l'insécurité alimentaire

Généralement toute définition de l'insécurité alimentaire se base sur quatre (04) termes clés :

- **Disponibilité alimentaire** : La disponibilité d'aliments en quantité suffisante et d'une qualité appropriée, dont l'approvisionnement est assuré par la production nationale ou les importations (y compris l'aide alimentaire).
- **Accès à la nourriture** : Accès de tous à des ressources adéquates leur permettant d'acquérir une nourriture adéquate et nutritive.
- **Utilisation** : L'utilisation de la nourriture dans le cadre d'une diète adéquate, d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé de façon à obtenir un état de bien-être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques.
- **Stabilité** : Pour parvenir à la sécurité alimentaire, une population, un ménage ou une personne doit avoir un accès permanent à une nourriture adéquate. Cet accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains (par exemple, une crise économique ou climatique) ou par des événements cycliques (par exemple, une insécurité alimentaire saisonnière). Le concept de stabilité peut donc concerner à la fois la disponibilité et l'aspect lié à l'accès à la sécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire, se définit donc, comme l'indisponibilité globale de nourriture ou des approvisionnements : l'ensemble des nourritures sur le marché d'un pays c'est-à-dire la production domestique, les importations commerciales agricoles, la transformation et l'aide alimentaire. L'insécurité alimentaire est aussi l'accessibilité limité de la nourriture qui dépend des moyens et de la situation d'une famille, des problèmes d'emploi et donc de faible revenu, faible pouvoir d'achat des ménages afin de satisfaire leur besoin de base qui est de manger pour survivre ; dépend aussi de l'insécurité physique des consommateurs ou leur état de santé qui les empêche d'accéder aux nourritures saines pour subsister. Et enfin, l'utilisation inadéquate de la nourriture est aussi une définition de l'insécurité alimentaire, comme en cas de la qualité des aliments défavorables aux yeux des consommateurs, et méconnaissant des principes nutritionnels de base ou des nourritures présents sur le marché.

II. Les types d'insécurité alimentaire

En 1986, la banque mondiale a publié de très important rapport sur la pauvreté et la faim qui faisait ressortir la dynamique temporelle de l'insécurité alimentaire. Ce rapport a introduit les distinctions entre **l'insécurité alimentaire chronique** et **l'insécurité alimentaire transitoire**.

1. L'insécurité alimentaire chronique

L'insécurité alimentaire chronique correspond à une insécurité alimentaire persistante. « *Conditions marquées par une incapacité persistante à combler les besoins minimums de consommation d'aliments en termes de qualité et de quantité telle qu'elle est constatée même en l'absence d'un choc/danger* ». C'est une forme d'insécurité alimentaire à long terme, elle a lieu quand les ménages ou chaque individu ne sont pas capables de satisfaire leurs besoins nutritionnels sur une longue période. Elle est associée à des problèmes de pauvreté permanente ou structurelle et à de faibles revenus et peut être surmontée grâce à des mesures typiques de développement à long terme, qui sont aussi utilisées pour traiter des problèmes de pauvreté, tel que l'éducation ou l'accès aux ressources productives comme le crédit. Elle exclue les crises alimentaires conjoncturelles provoquées par des chocs physiques ou politiques (sécheresse, destruction des cultures par les insectes, épidémies, conflits). Les populations qui souffrent d'insécurité alimentaire chronique pourraient avoir besoin d'un accès plus direct aux aliments pour leur permettre d'augmenter leur capacité de production.

2. L'insécurité alimentaire transitoire

L'insécurité alimentaire transitoire se présente en courte période. Elle résulte des chocs et des fluctuations à court terme dans la disponibilité et l'accès aux aliments, et qui comprennent les variations annuelles des productions alimentaires internes, du prix des aliments et du revenu des ménages. Précisément, elle est liée à des périodes particulièrement critiques résultant de catastrophe naturelle, d'un marasme économique ou d'un conflit d'où une diminution soudaine de la capacité de produire des aliments ou d'avoir accès à suffisamment d'aliments pour maintenir un bon état nutritionnel. Cette imprévisibilité rend la planification et la précaution plus difficiles. Différentes aptitudes et types d'interventions, y compris les capacités d'alerte précoce et les programmes mis en avance pour la protection de chacun en période de cyclone par exemple sont nécessaire.

III. Manifestation de l'insécurité alimentaire

1. L'insécurité alimentaire au niveau individuel

On parle d'insécurité alimentaire lorsque les gens sont sous-alimentés à cause du manque physique de disponibilité de denrées, ou du non-accès pour raisons économiques ou sociales aux denrées et/ou de l'utilisation inadéquate des aliments. Quand on parle des denrées alimentaires, on parle de l'ensemble de production domestique et des importations des nourritures. Les personnes touchées par l'insécurité alimentaire sont les individus dont la consommation alimentaire n'atteint pas les minima énergétiques requis. C'est un manque en quantité d'alimentation d'où la faim. Il y a aussi les individus qui présentent des symptômes physiques imputables à des carences nutritionnelles liées à un régime alimentaire non équilibré ou inadapté ou encore les individus incapables physiologiquement de consommer de la nourriture à cause d'une infection ou d'une maladie. Autrement dit ces personnes sont en situation de manque en qualité d'alimentation : la malnutrition.

2. L'insécurité alimentaire au niveau du ménage

L'insécurité alimentaire au niveau d'un ménage est liée à l'incapacité du chef de ménage à acquérir et gérer l'approvisionnement alimentaire. L'expérience de l'insécurité alimentaire est vécue différemment par chacun des membres d'un ménage. En effet, les adultes semblent d'abord compromettre leur propre apport alimentaire afin de minimiser l'étendue et la nature des compromis alimentaires des enfants du ménage. Cette réalité indique que l'insécurité alimentaire est un processus géré dans lequel la séquence des événements et la gravité de l'expérience pour les différents membres du ménage sont, dans une certaine mesure, contrôlées et prévisibles. Un pays est donc sécurisé dans le domaine de l'alimentation dans le cas où le gouvernement a le pouvoir de gérer l'accès de chaque ménage à des aliments sains, nutritifs et personnellement acceptables tant sur le plan quantitatif et qualitatif.

Tableau 1 : Dimensions et composantes de l'insécurité alimentaire

Dimensions	Au niveau du ménage	Au niveau de l'individu
Quantité	Pénurie alimentaire	Apports insuffisants
Qualité	Nourriture inappropriée	Alimentation inadaptée
Psychosocial	Anxiété alimentaire, incertitude	Privation ressentie, absence de choix
Social	Moyens d'acquisition de la nourriture Inacceptables	Rythme alimentaire interrompu (versus 3 repas par jour)

Source : Radimer (1990), extrait de Kendall et coll.

Section2 : Le concept du développement économique

La question principale pour cette étude de développement est que : dans quelle condition un pays est dit développé ? Selon P. Guillaumont, « *le développement est l'évolution au cours de laquelle les besoins fondamentaux de l'homme sont progressivement satisfaits* ». Il ne doit pas être confondu avec l'expansion ou la croissance. En 1991 le rapport mondial sur le développement du PNUD confirme que « *la croissance économique est nécessaire au développement humain* ». Il spécifie que le développement humain est une fin dont la croissance économique est le moyen. L'expansion, quant à lui, est « *un accroissement temporaire et réversible dans une grandeur donnée* ».

I- Définition

Le développement peut se traduire par la performance des agrégats économique comme le capital, l'investissement, ... à accroître la productivité afin d'obtenir une masse de production. C'est aussi la performance des différentes politiques pour sortir de la pauvreté tant rurale qu'urbaine. Le développement économique se définit, dans ce sens, comme l'ensemble des changements qui se produisent dans la structure d'une économie, lié à une augmentation du niveau de vie. C'est un processus de long terme. Selon François PEROUX, le développement économique est « *la combinaison de changements mentaux et sociaux d'une population qui la rende apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global* ». La distinction entre croissance et développement a été initiée par François Perroux dans les années 1960 et reprise par Amartya Sen. En fait, la croissance correspond à « *un accroissement durable de la dimension d'une unité économique, simple ou complexe, réalisé dans des changements de structures et éventuellement de système et accompagné de progrès économique variables* ». Elle correspond à une évolution de la production. Il peut donc y avoir croissance sans développement. François PERROUX considère que le développement doit déboucher sur le progrès économique en tant que « *propagation aux moindres couts humains à la vitesse la plus grande en première approximation (à la vitesse optimum dans une analyse plus approfondie), de la nouveauté, au sein d'un réseau d'activités économiques dont le sens, la signification devient accessible à tous* »³.

³ Source : L'économie du XX^e siècle, 1961

II- Les indicateurs du développement

Le Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, plus connu sous la dénomination « Rapport Stiglitz, Sen et Fitoussi », retient, entre autres, pour cerner la notion de bien-être, les conditions de vie matérielles (revenu, consommation et richesse), la santé, l'éducation, les activités personnelles dont le travail, la participation à la vie politique, les liens et rapports sociaux, l'environnement et l'insécurité, tant économique que physique.

1. Indicateur quantitatif du développement : le PNB

L'indicateur le plus couramment utilisé est le **Produit National Brut par habitant**. La banque mondiale mesure le développement par un indicateur de richesse, le revenu moyen de la population assimilé au PNB par habitant. D'où la classification des pays du monde en 3 catégories selon leur richesse :

- Pays à faible revenu : avec un revenu inférieur à 905\$ par habitant
- Pays à revenu intermédiaire : avec un revenu entre 906\$ et 11.000\$ par habitant
- Pays à revenu élevé : avec u revenu supérieur à 11.000\$ par habitant

Le PNB par habitant peut être calculé par la formule :

$$\text{PNB} = \text{PIB} + \text{revenus produits par des facteurs nationaux} - \text{revenus produits par étrangers des facteurs étrangers}$$

Cet outil de mesure (le PNB) a une limite du fait qu'il réduit le développement à une seul variable : le revenu.

2. Indicateur de Développement Humain : IDH

En 1990, le PNUD a créé un nouvel indicateur de développement : l'**Indicateur de Développement Humain**. Il s'agit d'un indicateur multidimensionnel qui évite de se fonder seulement sur le PNB qui est limité sur le revenu. Cet indicateur prend en compte :

- Le revenu par habitant
- L'espérance de vie à la naissance
- Le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation

Le calcul de l'IDH se repose donc sur trois (03) éléments perçus comme essentiels pour mesurer le développement humain : la santé, l'éducation, et les revenus. A chacune de ces variables est attribué un indice entre 0 et 1. Pour chaque indice, la note maximale de 1 est, par

convention, attribuée au pays qui réalise la meilleure performance mondiale, et la note 0 à celui qui a la performance la plus faible dans ce domaine.

Tableau 2 : IDH moyen pour quelques groupes de pays en 2011

	IDH moyen
Les pays à développement humain très élevé	0,889
Les pays à développement humain élevé	0,741
Les pays à développement humain moyen	0,630
Les pays à développement humain faible	0,456

Source : PNUD, Rapport sur le développement humain 2011

L'IDH comme le PNB présente une limite, il ne montre pas si le niveau de développement est atteint grâce à des aides étrangères ou par un progrès réel. L'IDH n'indique pas le niveau des inégalités interne aux pays.

3. Indicateur de la pauvreté humaine : IPH

Plus tard, en 1997, plus de précisions ont été apporté à l'IDH afin de tenir compte de la diversité des contextes d'analyse de la pauvreté. L'IPH a été conçu pour mieux cerner les inégalités de développement. Il mesure le degré de pauvreté ou la proportion de la population vivant dans les conditions dénuement extrême. Il est décomposé en deux indicateurs :

- IPH-1 à destination des PED pour mesurer l'accès aux moyens indispensable à l'existence (ex : accès à de l'eau potable), au savoir (taux d'alphabétisme des adultes), et la longévité (pourcentage de décès avant 40ans).
- IPH-2 à destination des pays développés mesurant le pourcentage de décès à 60ans, le taux de chômage, le taux d'illettrisme, le taux de pauvreté.

L'IPH est exprimé en pourcent (%). Plus il est élevé, plus le pays est pauvre.

Nous avons vu dans ce premier chapitre, la définition de l'insécurité alimentaire se résumant par l'indisponibilité, l'accessibilité limité et l'utilisation inadéquate de la nourriture ; et du développement économique considéré comme la performance à long terme des agrégats économique à améliorer le PNB ou l'IDH. Il est donc nécessaire de s'organiser afin de gérer l'approvisionnement alimentaire au niveau d'une société d'où l'importance d'un système alimentaire.

Chapitre 2 : Le concept de système alimentaire

L'alimentation est centrale dans toute société humaine en raison de sa nécessité biologique. Sur le plan environnemental, la façon dont les humains s'alimentent est un déterminant majeur de la manière dont les ressources naturelles sont utilisées. Le choix des aliments que nous produisons et consommons, le lieu d'où ils proviennent, les pratiques de production et de distributions utilisées, ..., influent de façon considérable sur l'état de l'environnement, notre santé et des liens sociaux qui nous unissent. C'est en s'organisant autour de la production alimentaire que les hommes définissent leur rapport avec la nature (la terre, l'eau ...) mais aussi leurs rapports entre eux.

Section1 : Définition du système alimentaire

La théorie des « systèmes alimentaires » apparaît pour la première fois dans le *Traité d'Economie Alimentaire* de Louis Malassis (1979) et décrit la structure de la production alimentaire par le biais de différentes variables (le nombre d'emploi, le nombre d'entreprises, ...). En fait, le système alimentaire est un système finalisé puisqu'il a pour premier objectif de satisfaire la fonction de consommation alimentaire. Le système alimentaire est donc ce qui permet à une personne ou une nation d'annihiler l'insécurité alimentaire. On parle de « système » lorsqu'on évoque un ensemble d'éléments interdépendants, de telle sorte que toute modification d'un élément du système entraîne la modification des autres. « *Le système alimentaire reflète bien l'ensemble des moyens, institutions, pratique et acteurs au travers desquelles les sociétés organisent leur approvisionnement alimentaire* ». Rastoin et Ghersi définissent le système alimentaire comme « *un réseau interdépendant d'acteurs (entreprises, institutions financières, organismes publics et privés), localisé dans un espace géographique donné (région, Etat, espace plurinational) et participant directement ou indirectement à la création de flux de biens et services orientés vers la satisfaction des besoins alimentaires d'un ou plusieurs groupes de consommateurs localement ou à l'extérieur de la zone considérée* ». Les systèmes alimentaires sont partiellement déterminés car la production alimentaire est soumise aux variations aléatoires du milieu agro-climatique et aujourd'hui aux marchés financiers. Il faut également évoquer la démographie, c'est à dire le nombre de personnes à nourrir, qui représente la variable stratégique d'adaptation. Ils sont, en effet, évalués par la satisfaction quantitative et qualitative qu'ils procurent aux hommes.

Section2 : L'évolution du système alimentaire dans le temps

« L'alimentation embrasse l'histoire toute entière de notre civilisation »⁴. La configuration des systèmes alimentaires est en général indissociable du fondement de l'acte social, de telle sorte que les hommes entretiennent avec eux un rapport d'interdépendance. On peut distinguer trois grands âges alimentaires : l'âge préagricole, l'âge agricole et l'âge agro-industriel. Les deux premiers âges sont universels, toutes les civilisations l'ont connu à quelques variations près. De nombreux pays n'ont cependant pas encore atteint l'âge agro-industriel.

I Age préagricole

Au début, les hommes se nourrissaient d'une alimentation sauvage, les cueillettes, la chasse et la pêche rythmaient les journées. Durant cette période, l'homme était considéré comme des hommes sauvages. Ils vivaient dans l'ignorance et monde non civilisé. Un peu plus tard, la maîtrise du feu permit de passer de l'aliment cru à l'aliment cuit. Cela constitua une révolution alimentaire majeure. La cuisson permit alors à l'homme de sociabiliser sa consommation alimentaire : il retrouvait ses semblables autour du repas faisant du foyer le centre de la vie. Au terme de l'âge préagricole, l'homme a aussi développé une connaissance approfondie de la nature car, outre chasseur, il était aussi très bon cueilleur.

II Age agricole

L'âge agricole marqua une rupture fondamentale dans le développement culturel de l'homme. Jusqu'alors prédateur, il devint producteur : c'est le début de l'agriculture, il y a environ 10.000 ans. L'alimentation n'est alors plus sauvage mais artificialisée, tout comme les milieux naturels avec lesquels les sociétés humaines entretiennent un nouveau rapport mêlé de compréhension et de tentatives plus ou moins réussies de domestication. Le passage à l'agriculture marqua l'invention d'un nouveau système alimentaire. Les connaissances sur les plantes et les espèces accumulées pendant l'âge préagricole permirent à l'homme de reproduire la nature. Ces plantes et ces animaux se sont différenciés peu à peu de leurs ancêtres et de leur congénère sauvage et sont devenus domestique. L'âge agricole s'accompagna là encore de profondes transformations culturelles et sociales qui bouleversèrent l'organisation des sociétés : l'homme se sédentarisa, les

⁴ Cité par RAStOIN J.L. et GHERSI G., Le système alimentaire mondial, 2010

villages s'agrandirent à cause de la croissance démographique, des découvertes importantes eurent lieu. A cause de la croissance démographique, les plantes cultivées n'ont pas été suffisantes pour nourrir tout un villageois. On a constaté, pendant cette période, des innovations notables qui allégèrent le travail agricole : la substitution de l'agriculture attelée (charrue ...) à l'agriculture manuelle et l'utilisation de l'énergie naturelle (moulins à eau puis moulins à vent pour moudre le blé en farine). Le progrès agricole ne fut donc pas négligeable mais il fut lent.

III Age agro-industriel

Les réformes et révolutions sociales des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle de même que la révolution industrielle créèrent de nouvelles conditions culturelles, sociales et matérielles de la production, plus favorables à une croissance agricole rapide et conséquente. Ce fut alors le début de l'âge agro-industriel : l'agriculture vivrière et peu productive progressa rapidement vers une agriculture dite intensive à rendements élevés. A la fin du XIX^{ème} siècle, l'usage du fumier fut remplacé par les engrains chimiques et une pensée scientifique se développa dans la sélection, la nutrition et l'hygiène des espèces cultivées conduisant plus tard à la naissance d'une agriculture dite productiviste. La révolution industrielle créa de nombreux emplois en ville ce qui eut pour conséquence un exode rural majeur. Le nombre d'agriculteurs diminua alors que la demande alimentaire progressait en ville. Les avancées en termes de productivité permirent de satisfaire la demande malgré la baisse de main d'œuvre. La vision commerciale de l'alimentaire (échanges entre la campagne et la ville notamment) fut facilitée par les découvertes industrielles dans les transports : le développement des voies ferrées, la marine à vapeur. La production agricole fut plus mécanisée par l'évolution industrielle pendant la seconde moitié du 20ème siècle par la division du travail, production de masse, forte productivité, et de nouveaux produits transformés par l'industrie apparurent. Il y ait donc existence de plus de stock de nourritures alors que la prolongation de la durée de vie des aliments bouleversa leur distribution. C'est à cette époque que le concept de productivité, de progrès et de croissance se développèrent. C'est ainsi que les couches sociales se diversifièrent et que le nombre d'agriculteurs, autrefois majoritaires, diminua. Le PIB par habitant s'éleva, modifiant la structure nutritionnelle des hommes. Ces derniers consommèrent alors d'avantage de viande et de produits industrialisés remplaçant les produits agricoles.

Section3 : Les Rôles du système alimentaire dans la sécurité alimentaire

Un système alimentaire est composé des différents maillons, partant de la production, en passant par la transformation, la distribution, la consommation, jusqu'à la gestion des déchets alimentaire. Le système alimentaire sera examiné à la lumière des liens entre les différents maillons de la chaîne des points de vue économique, social, sanitaire, environnemental et sous l'optique du pouvoir, de l'accès et de l'équité. Le système alimentaire permet de sortir de l'insécurité alimentaire. Afin d'assurer la sécurité alimentaire, l'Etat doit faire une étude de son présent système et d'adopter un autre plus efficace qui correspond le mieux à leur situation et leur moyen. Le système alimentaire participe en fait à l'assurance d'une forte productivité d'un pays. Il prend en compte la démarche de l'agriculture jusqu'à la distribution des produits alimentaires. Il permet alors d'avoir une abondance de nourriture à prix accessible à tout le monde.

Le système alimentaire est aussi en relation avec le développement socio-économique. L'évolution de la technologie a permis d'améliorer le système alimentaire (se référant à l'âge agro-industriel). Pour Rostow, la dernière étape sur son modèle de croissance est la consommation de masse. Elle est assurée quand toutes les étapes précédentes sont accomplies c'est-à-dire que les étapes de la société traditionnelle, les préalables au développement, le « take-off » et la marche vers la maturité furent accomplies tout en assurant l'amélioration du système alimentaire. Donc, assurer le bon fonctionnement du système alimentaire c'est assurer la sécurité alimentaire pour aboutir à un développement.

Chapitre 3 : Liens théorique entre insécurité alimentaire et développement socio-économique

Les liens entre l'insécurité alimentaire et le développement socio-économique nous mène à étudier les causes et les conséquences de l'insécurité alimentaire. Il est important de noter ici que le terme de développement économique se rapport à l'état de la population, et ne peut être séparé de l'étude de la pauvreté. Dans le monde rural, il y a développement lorsqu'il y a une augmentation des revenus agricoles et une réduction de la faim. La pauvreté est selon CT Kurien, « *le phénomène socio-économique selon lequel, les ressources dont dispose une société sont distribuées pour satisfaire les besoins d'une minorité tandis que la grande majorité n'arrive pas à satisfaire ses besoins essentiels* ».

Section1 : Les causes de l'insécurité alimentaire

I) La croissance démographique comme un facteur amplifiant l'insécurité alimentaire

Comme la définition de l'insécurité alimentaire citée précédemment, elle est l'indisponibilité en quantité et en qualité de nourriture. La disponibilité en quantité d'alimentation dépend du taux de productivité alimentaire ou peut être bien dépend de l'augmentation de l'exportation des produits alimentaire. Cependant, une évolution au niveau du système agricole favorise la sécurité alimentaire. Or, dans les pays en développement, presque aucune évolution n'est conçue sur le système agricole et le système alimentaire, d'une part. Le système traditionnel est toujours dans la pratique actuellement. C'est-à-dire que l'évolution du taux de productivité alimentaire est très faible, il y a donc stagnation de la productivité. D'autre part, la croissance démographique est très forte chez les PED. Vu le surnombre au niveau d'un ménage, l'agriculture n'est plus suffisante pour nourrir chaque membre. La quantité des produits alimentaires est faible par rapport à l'augmentation de la population. Le nombre de personne à nourrir augmente alors que les moyens restent stables. De plus, le marché de travail est saturé car la demande est trop élevée comparé à l'offre. Il existe donc un taux de chômage élevé, beaucoup de personnes ont alors un faible revenu. D'où l'incapacité de pouvoir acquérir une alimentation suffisante et saine : il y a une baisse du pouvoir d'achat. Le chef du ménage ne peut donc pas avoir la quantité et la

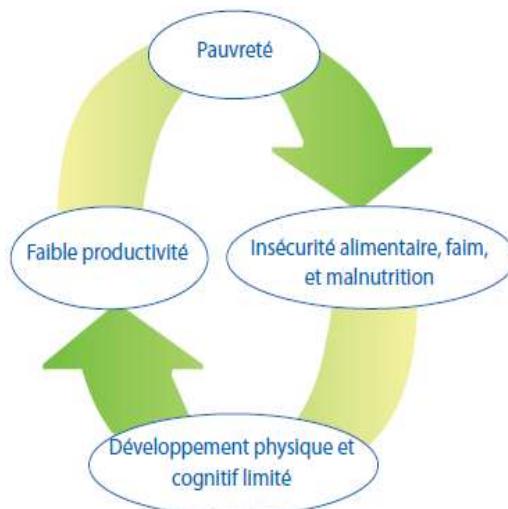
qualité de nourriture qui convient à chaque membre. Il est forcé face à cela d'acheter des produits qui leur permet seulement d'apaiser leur faim. Par conséquent, la malnutrition et la sous-alimentation persiste. Une insécurité alimentaire arrivera logiquement.

II) Relation entre insécurité alimentaire et pauvreté

A l'évidence, la sous-alimentation est d'abord affaire de pauvreté. La pauvreté est sans aucun doute l'une des causes de la faim, l'absence d'un bon état nutritionnel est en soi l'une des causes sous-jacentes de la pauvreté. Une des définitions de la pauvreté couramment utilisée est la suivante : « *La pauvreté comprend différentes dimensions liées à l'incapacité de satisfaire des besoins humains tels que consommer et assurer sa sécurité alimentaire, être en bonne santé, pouvoir apprendre, pouvoir faire valoir ses droits et entendre sa voix, vivre en sécurité et dans la dignité, et exercer un travail décent. La pauvreté doit également être combattue en vertu de considérations liées à la protection de l'environnement et à l'instauration d'un développement durable* ».

Une personne pauvre, selon l'IPH a un faible moyen d'accès aux moyens indispensables à l'existence. De ce fait, les pauvres n'ont pas la capacité de satisfaire leur besoin alimentaire. C'est pourquoi la pauvreté est considérée comme l'une des causes de l'insécurité alimentaire.

Figure 1 : La relation entre insécurité alimentaire et pauvreté



Source : Publié par le Programme CE-FAO
« Sécurité alimentaire l'information pour l'action »

Section2 : Les conséquences de l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire peut avoir des conséquences psychologiques et sociales néfastes pour les personnes directement affectées par ce problème. Elle a des effets sur le plan économique, social et culturel d'un pays. Elle touche en premier lieu l'état sanitaire d'un individu. Bien qu'il soit difficile de séparer les effets sur la santé de l'insécurité alimentaire des effets plus généraux de la pauvreté, il a été démontré que les personnes des ménages aux prises avec l'insécurité alimentaire étaient plus susceptibles d'autoévaluer leur santé comme étant mauvaise ou correcte et de déclarer une mauvaise santé fonctionnelle, une activité réduite, de multiples états chroniques et la dépression majeure. Au-delà des souffrances des individus et des familles, elle entraîne une diminution de la rentabilité des investissements socioéconomiques.

I° Les effets de l'insécurité alimentaire sur l'état sanitaire de la population

Vu que se nourrir permet à l'homme de rester en bonne santé, l'insécurité alimentaire défavorise la situation sanitaire de la population. Des centaines de millions de personnes souffrent de maladies causées par une alimentation trop abondante ou déséquilibrée. L'insécurité alimentaire qualitative se mesure surtout sur l'abondance de féculents dans l'alimentation quotidienne d'un ménage. Plusieurs études ont fait état d'un apport alimentaire largement inférieur chez les individus ou ménages en insécurité alimentaire à celui d'individus ou ménages en sécurité alimentaire. La sous-nutrition ou la malnutrition, implique un manque de nutriments dans l'organisme. Plus de la moitié des maladies dans le monde peut être attribuée à la faim, à un apport énergétique déséquilibré ou à des carences en vitamines ou en sels minéraux. La sous-alimentation et les carences en micronutriments peuvent avoir diverses conséquences néfastes pour la santé : elle affaiblit les défenses contre les maladies infectieuses accroissant leur fréquence et leur gravité. Beaucoup sont les maladies causées par l'insécurité alimentaire à l'exemple du marasme, le diabète, l'anémie. L'anémie est le trouble nutritionnel le plus répandu dans le monde. La cause la plus courante de l'anémie est une carence en fer. Il y a aussi la carence en vitamine A qui augmente le risque des retards de croissance, la carence en iodé entraîne un faible poids de naissance, arrêt de la croissance chez l'enfant et altération du développement mental. Selon des enquêteurs, l'insécurité alimentaire, pour les futures mères, entraîne une augmentation du risque de malformations à la naissance. Il a été montré que les enfants issus de foyers en insécurité alimentaire avaient un risque plus important de souffrir de maux de têtes et de maux d'estomac, et

les plus jeunes étaient plus souvent grippés. L'insécurité alimentaire que ce soit donc en termes de qualité ou de quantité a des effets néfastes sur la santé de la population.

II° L'impact de l'insécurité alimentaire sur l'éducation

L'éducation joue un rôle moteur dans le développement d'un pays car même le calcul de l'IDH, se repose sur trois facteurs dont l'éducation fait partie. Pourtant, l'insécurité alimentaire provoque surtout chez les enfants de 5 à 12 ans des problèmes comportementaux, sociaux et émotionnels à l'école : difficultés d'apprentissage, recours à un suivi psychologique, redoublements et exclusions plus fréquents. Le sociologue, Lesley Frank, affirme : « *Ils parlent longuement du stress quotidien qu'ils endurent à cause de leur insécurité alimentaire, des questions qu'ils se posent à savoir s'ils devraient abandonner leurs études ou abandonner des cours pour travailler davantage* ». La faim provoque une déconcentration en classe. De plus nous avons vu précédemment que l'insécurité alimentaire trouble l'état sanitaire de la population or, une personne malade ne peut évidemment pas rejoindre la classe. Pas seulement qu'elle n'a pas la force nécessaire pour y aller mais aussi que la maladie peut être une maladie transmissible. Par conséquent, l'insécurité alimentaire fortifie la baisse du taux de scolarisation.

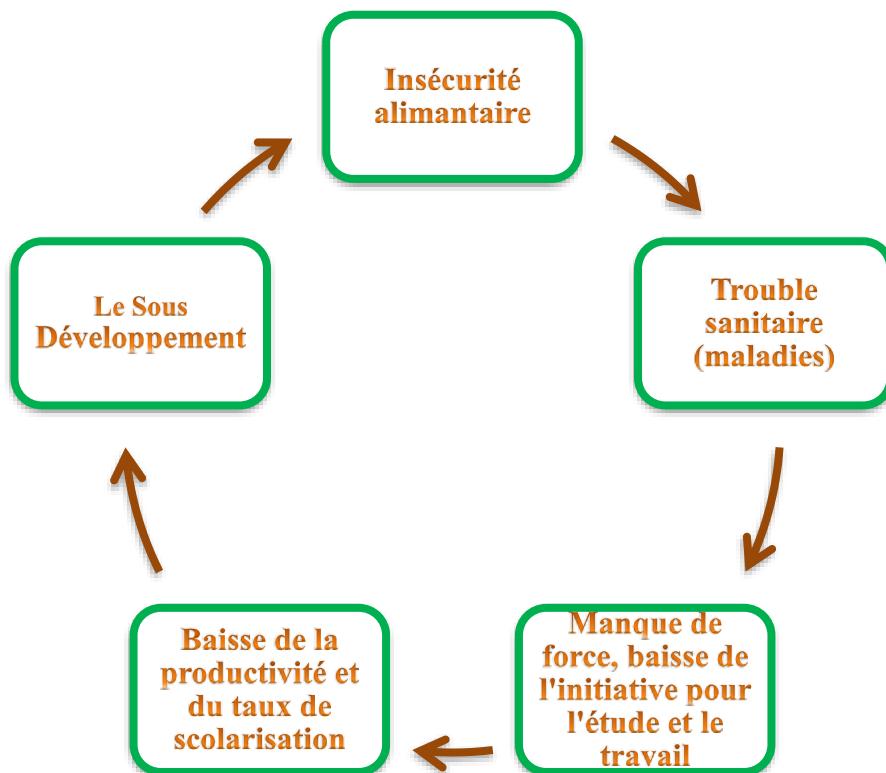
III° La conséquence de l'insécurité alimentaire sur le marché de travail

Travailler permet à une personne d'être rémunérée. Le travail est donc une source de revenu d'où une source de richesse. Les gens travaillent afin de satisfaire leurs besoins dont le premier indispensable à la vie est de manger. Sous l'effet de l'insécurité alimentaire, beaucoup sont les personnes qui abandonnent son travail pour seulement se concentrer où pourraient-elles trouver de quoi manger ou de nourrir sa famille. De plus, l'insécurité alimentaire ne leur permet pas d'acquérir l'énergie complète et nécessaire pour l'accomplissement de leur travail, surtout chez les PED. En étant sans force à cause d'une maladie ou d'une carence alimentaire, une personne malgré son initiative de travailler ne peut guerre se forcer de s'y mettre. Cela entraîne une augmentation du taux de chômage. Alors, la productivité se voit à la baisse. Il en résulte que, l'insécurité alimentaire intensifie les problèmes sur le marché de travail d'où une diminution de la productivité qui entraînera ensuite une nouvelle insécurité alimentaire et le cycle recommencera.

Section3 : Le cercle vicieux entre le développement et l'insécurité alimentaire

Nous avons vu ci-dessus que la croissance démographique amplifie l'insécurité alimentaire dans un pays. La pauvreté quant à elle entraîne ou fortifie cette insécurité alimentaire. Or, cela a des effets négatifs qui bloquent la croissance et le développement. Elle trouble l'état sanitaire de la population d'où la manque de force et la baisse de l'initiative pour l'étude et le travail. De ce fait, une récession prend place à cause de la baisse de la productivité et l'IDH se voit en recule vu la diminution du l'initiative des enfants à aller en classe entraînant une baisse de taux de scolarisation au niveau du pays. D'où, en réciprocité, la sécurité alimentaire constitue un facteur de base nécessaire pour accélérer et promouvoir un développement économique durable.

Figure 2 : Cercle vicieux sur l'insécurité alimentaire et le développement



Source : Auteur

L'insécurité alimentaire et la pauvreté sont deux phénomènes dépendant. Sur le plan théorique, la pauvreté est l'une des principales causes de l'insécurité alimentaire qui provoque à la suite une trouble au niveau du développement. Est-ce vérifié dans le cas empirique ?

Partie 2

Analyse empirique de l'impact de l'insécurité alimentaire sur le développement économique

Si tel est l'approche théorique sur l'insécurité alimentaire et le développement économique, voyons dans la seconde partie l'impact de l'insécurité alimentaire sur le développement économique en prenant des cas pratique et précis. Dans la plupart des pays pauvres exposés à l'insécurité alimentaire, les deux principales ressources sont la main-d'œuvre et la productivité de la terre et de l'eau. Pour faire échec à la faim chronique et à la pauvreté, il faut investir dans les êtres humains et dans la productivité. La demande des consommateurs augmentera dans les économies à forte croissance, la croissance démographique se poursuit, et toute nouvelle expansion du secteur des biocarburants exercera une pression supplémentaire sur le système vivrier. Du côté de l'offre, les principaux enjeux sont l'appauvrissement des ressources naturelles dans certaines régions et la baisse des taux de croissance des rendements pour certaines denrées de base. Quant à la volatilité des prix alimentaires, elle pourrait être amplifiée par le resserrement des liens entre les marchés agricoles et énergétiques et la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes. Pour parvenir à limiter les conséquences néfastes de la volatilité des prix, les mécanismes de protection sociale doivent être ciblés et conçus à l'avance et en consultation avec les populations les plus vulnérables. Pour cela prenons le cas général en parlons du cas de l'Afrique puis abordons le cas de Madagascar dans le second chapitre.

Chapitre 1 : L'insécurité alimentaire en Afrique

L'Afrique est un continent situé dans l'hémisphère Sud. Il se partage en 2 : les pays du Maghreb et l'Afrique subsaharienne. L'Afrique subsaharienne est peuplée d'environ 856 millions d'habitants, elle est la partie du continent la plus démunie, notamment en matière économique, et la plus mouvementée politiquement : en effet, disposant d'un PIB par habitant très faible, et d'un IDH de **0,465** alors que la moyenne mondiale est de **0,729**. Aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne compte 218 millions de personnes mal nourris, un chiffre qui a fortement augmenté depuis les 10 dernières années. L'insécurité alimentaire, en Afrique subsaharienne fait apparaître, trois éléments : une malnutrition persistante liée à la pauvreté et au sous-développement. Le développement du risque alimentaire en milieu urbain a récemment débouché sur des émeutes de la faim. En effet, on assiste à une multiplication des famines, notamment liées à des conflits tant culturels que politiques.

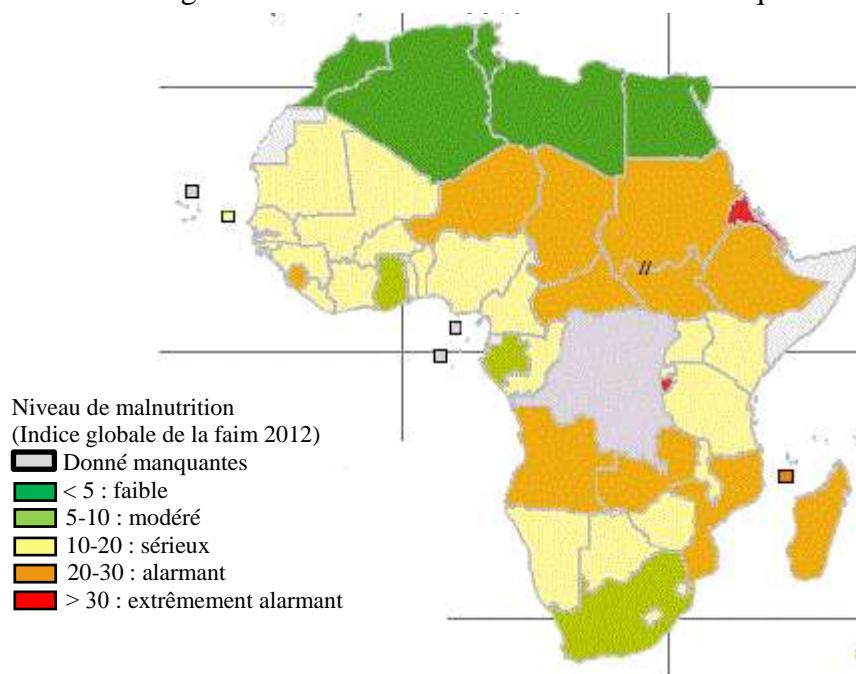
Séction1 : Manifestation de l'insécurité alimentaire en Afrique

Environ le tiers des africains, soit 200 millions d'individus, sont touchés par la malnutrition, ce qui donne au continent africain la palme mondiale en la matière. Le nombre de personnes atteintes par ce fléau a presque doublé depuis les années 60, augmentant à un taux proche de l'accroissement de la population, signe de faiblesse des performances des mesures de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Les crises alimentaires surviennent lorsque cette population fragile est affectée par un choc, qu'il soit d'origine naturelle : sécheresse, inondation, destruction des cultures par des ravageurs ; économique : période de dépression ou sociale : conflit armé. 30 millions à peu près d'Africains passent ainsi chaque année de l'insécurité alimentaire chronique à la famine

A. L'état de l'insécurité alimentaire en Afrique

Entant que pays du Sud, la pauvreté est un phénomène rattaché à l'Afrique. De ce fait, l'image de la famine et de la sous-alimentation, l'insécurité alimentaire, colle à l'Afrique. Le risque alimentaire est en général géographiquement localisé du fait d'une grande diversité de conditions agro-écologiques, mais aussi économiques, culturelles et politiques à l'intérieur même d'un pays. La figure ci-après montre le niveau de la malnutrition, qui n'est autre qu'un indicateur de l'insécurité alimentaire, dans tous les pays de l'Afrique.

Figure 3 : Le niveau de la malnutrition en Afrique en



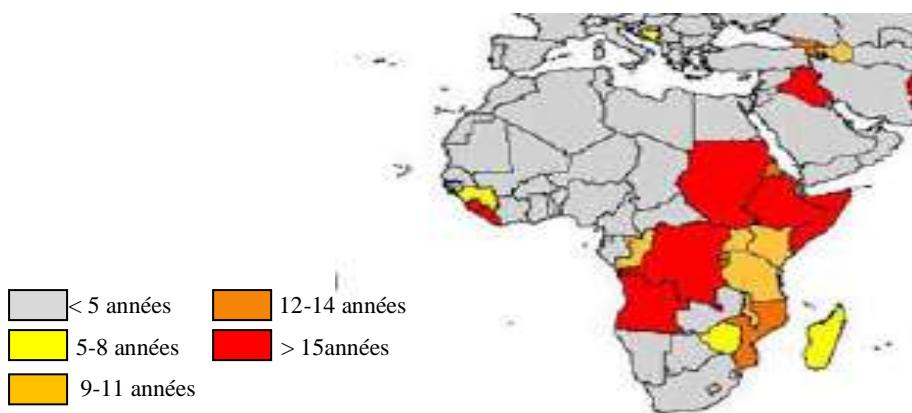
Source : Banque Mondiale

Cette figure montre le niveau de malnutrition en Afrique en 2012 par l'indice globale de la faim. Ces indices ont été publiés par la banque mondiale. D'après la figure n°3, un faible niveau d'insécurité alimentaire est constaté dans les pays de Maghreb tandis que Djibouti et Burundi sont en niveau extrêmement alarmant de malnutrition. Madagascar est classé parmi ceux qui sont en niveau alarmant de malnutrition.

B. Les causes de l'insécurité alimentaire

Chaque région du continent Africain se distinguent les unes des autres par un plus haut degré de vulnérabilité : soit du fait d'incertitudes climatiques plus grandes (zones arides ou semi-arides en particulier), soit du fait d'un déséquilibre trop important entre les charges de population et les ressources (érosion des sols, surpâturage), soit, à l'inverse, du fait d'une trop grande dépendance vis à vis d'une ressource momentanément menacée. L'effondrement des cours d'une culture de rente peut, comme une sécheresse décimant un cheptel, ruiner en quelques mois les espoirs de ces sociétés de subvenir à leurs besoins. Les nombreuses guerres civiles ainsi que les conflits ethniques plus ou moins liés au contrôle des ressources rendent également certaines régions plus fragiles que d'autres en fonction de l'évolution de la dangerosité. A l'abandon des campagnes du fait de l'insécurité, s'ajoute alors la détresse des populations réfugiées dans les pays voisins ou déplacées dans leur propre pays. Ces populations, rassemblées dans des camps, constituent autant de poches d'insécurité alimentaire. C'est la combinaison de plusieurs de ces facteurs qui explique la crise alimentaire. Selon le rapport 2011 de la FAO, les pays les plus exposés aux variations de prix sur les marchés internationaux ont été généralement les pays pauvres et importateurs de produits alimentaires : ils étaient dépourvus de réserves suffisantes, leurs moyens budgétaires ne leur permettaient pas d'acheter des denrées alimentaires au prix fort et ils n'avaient pas non plus l'option de limiter leurs exportations. Ils ont été frappés de plein fouet par la crise et ont vu les prix des denrées alimentaires de base s'envoler sur leurs marchés intérieurs. L'incidence de ce facteur sur la production alimentaire et la sécurité alimentaire a été catastrophique pour des millions de personnes.

Figure 4 : Pays victimes de crises alimentaires consécutives (1986-2005)

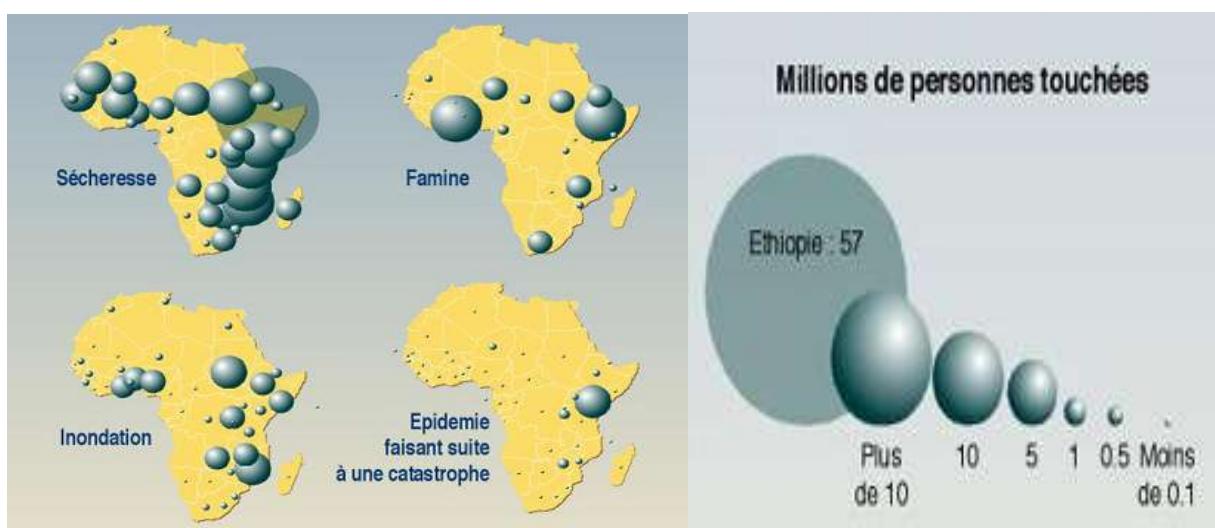


Source : FAO, SMIAR, 2005

1. Les catastrophes naturelles

En 1995, plus de 40% de la population totale africaine était touchée par l'insécurité alimentaire, soit environ 260 millions de personnes. En valeur relative, la situation est encore plus dramatique en Afrique Orientale (57%) et Centrale (70% de la population touchée). Les populations n'ont pas les ressources monétaires leur permettant d'acquérir des denrées de base dont les prix flambent en période de disette. Les incidents climatiques ravagent les cultures et renforcent l'augmentation du prix des produits agricoles. En juillet 2011, la corne de l'Afrique a été frappée par une importante sécheresse, la plus importante depuis 20 ans puisque plus de 12 millions d'habitants ont été touchés par la famine. 100 tonnes de suppléments alimentaires ont été apportées par avion en Somalie et 70 tonnes qui étaient stockées au Kenya ont été livrées en Somalie. Le 20 juillet, l'ONU a déclaré deux provinces du sud de la Somalie en état de famine grave. De plus, les populations d'Afrique Subsaharienne avaient fait face à des invasions d'insectes. Comme il en a été le cas en 2004, lorsque les criquets ont envahi certains pays du Sahel comme le Sénégal, la Mauritanie, le Niger, le Mali et aussi le Darfour (aussi ravagé par la guerre). Cette invasion avait atteint et menacé 20% des terres émergées. Les pays d'Afrique Subsaharienne sont déjà les plus pauvres de la planète. Les agriculteurs et les éleveurs sont directement menacés par cette invasion. On en tire donc que les catastrophes naturelles entraînent un équilibre alimentaire très fragile.

Figure 5 : Les personnes touchées par les catastrophes naturelles durant la période de 1971-2001



Source : CRED

2. La croissance démographique

L'Afrique est un continent à forte croissance démographique. La population Africaine a doublé en 30ans alors que la population Européenne a augmenté de 15% pendant la même période. La natalité moyenne en Afrique est supérieure à 35 naissances pour mille habitants. Cette augmentation de la population présente des inconvénients. Même si l'on observe un accroissement des productions vivrières, estimées à environ 2% par an selon la FAO, la population augmente simultanément au rythme annuel de près de 3%, ce qui entraîne donc une diminution de la productivité. De ce fait, les produits agricoles ne sont pas suffisants pour nourrir toute la population. Autrement dit, la population Africaine croît plus vite que la production agricole. Les produits alimentaires ne correspondent donc pas au nombre de population à nourrir. Par conséquent, la croissance démographique amplifie, pour l'Afrique, l'insécurité alimentaire.

Tableau 3 : Dynamique de la population et de la production alimentaire des pays en développement

	Taux annuel moyen de croissance en 2007	
	Population	Production alimentaire (sans poisson)
Algérie	2,4	0,8
Egypte	2,6	3,4
Nigeria	2,4	2,0
Mali	2,1	1,6
Somalie	2,2	1,1
Ethiopie	1,8	2,3
Côte d'Ivoire	2,9	2,0

Source : FAO 2007

3. Le VIH/Sida

La contagion de VIH/sida a elle aussi un impact sur la sécurité alimentaire des pauvres fermiers africains. Un tiers de la population active de l'Afrique est séropositif et les décès liés au sida chez les travailleurs agricoles du continent menacent la production agricole, tout particulièrement en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Cette épidémie a en outre limité les contributions des femmes à la sécurité alimentaire de leur foyer et à l'état nutritionnel de leurs enfants et ce, parce que les maladies chroniques menacent les capacités de production et d'accès aux denrées alimentaires en quantités suffisantes. Enfin, les décès attribuables au VIH/sida en Afrique ont provoqué une perte des connaissances techniques et agricoles locales dans de nombreux secteurs. Les parents meurent souvent avant d'avoir eu le temps de transmettre à leurs enfants les générations de connaissances relatives à l'agriculture. Par conséquent, les jeunes ne parviennent pas à produire suffisamment pour se nourrir ni à obtenir les revenus nécessaires pour acheter les aliments dont ils ont besoin, ce qui perpétue le cycle de pauvreté, d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Cette épidémie a jusqu'à présent fait 11 millions d'orphelins dans la seule région de l'Afrique sub-saharienne.

C. Les conséquences de l'insécurité alimentaire

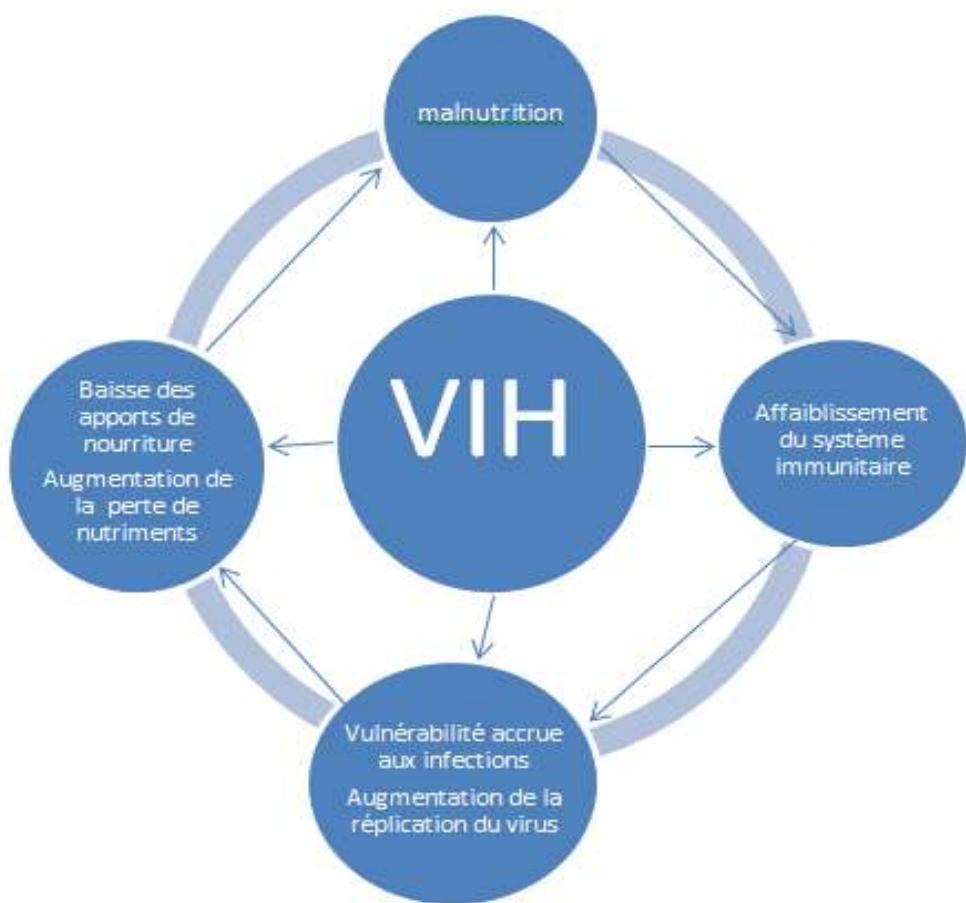
1. La mortalité

L'insécurité alimentaire trouble l'état sanitaire, de ce fait elle peut être une cause, principale, de la mortalité. Car même lorsqu'une maladie n'est pas directement liée à la sous-alimentation ou à la malnutrition, cette maladie s'aggrave lorsque l'individu ne mange pas régulièrement. Ce qui accélère le processus de mortalité de l'individu surtout chez les femmes et les enfants. La disette et la sous-alimentation viennent encore en tête des causes exogènes de mortalité qui peuvent fort bien être supprimées en des conditions socioéconomiques meilleures. D'ailleurs, la plupart des crises démographiques qui se déroulent en Afrique sont liées à la famine, c'est le cas en Ethiopie et en Somalie. Ainsi donc, la malnutrition et la sous-alimentation sont des facteurs aggravant la mortalité. Ce sont des catalyseurs de morbidité et de mortalité entraînant ainsi la perturbation du déroulement habituel du processus de reproduction de la population, provoquant une instabilité démographique due au faible contrôle que l'homme exerce sur les conditions sociales et naturelles de son existence. Selon la classification internationale des maladies et les causes de décès par l'Organisation Mondiale de la Santé, plusieurs dizaines de maladies proviennent de la carence de protéines et de calories.

2. Le VIH/sida

En cas d'une situation de faim, peu sont les gens qui se soucient des moyens pour parvenir à apaiser la faim. Il y a ceux qui vendent des biens non essentiels ou envoient un membre de la famille travailler dans d'autre région. D'autres mesures plus radicales peuvent miner de façon permanente la sécurité alimentaire future. C'est le cas, par exemple, de la vente de terres agricoles, de la migration de toute la famille ou du déboisement intensif. Les femmes et les jeunes filles peuvent être tentées de mettre en œuvre d'autres stratégies d'adaptation notamment la prostitution. De même les violences sexuelles auxquelles elles peuvent être exposées en traversant des régions peu sûres, les exposent à un risque accru de contamination de VIH et de lésions physiques. De manière générale, les mouvements de migration multiplient les risques de propagation du VIH. Pour toutes ces raisons, il importe de protéger et de soutenir la sécurité alimentaire.

Figure 6: Relation entre le VIH est l'insécurité alimentaire



Source : e-monsite.com

Section2 : Mesure préventive

Afin d'annihiler l'insécurité alimentaire, le gouvernement, chaque individu est responsable. Il est important de s'organiser et d'agir pour lutter contre cette insécurité alimentaire. Des apports extérieurs sont nécessaires surtout pour les pays en développement.

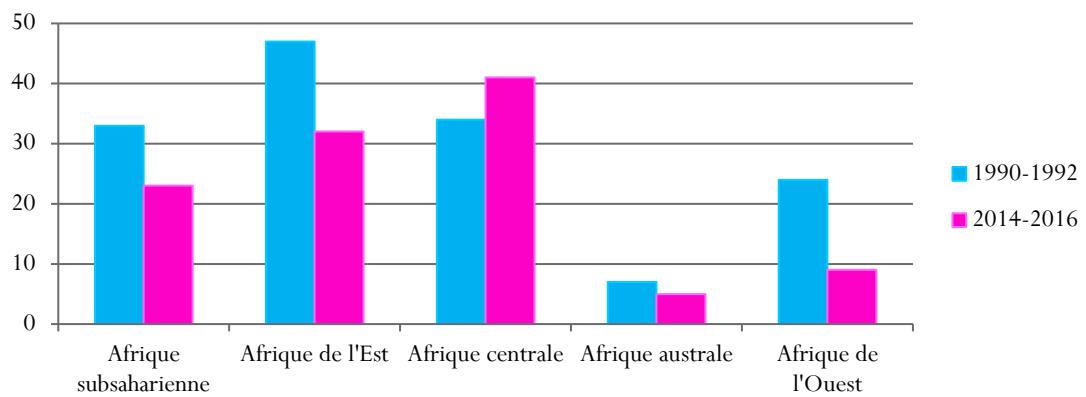
A-Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Depuis sa création il y a soixante-dix ans, la FAO aide ses États Membres à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. L'organisation prête une assistance adaptée aux besoins des pays axée sur le renforcement des capacités, la mutualisation des connaissances, la facilitation du dialogue sur les politiques et des partenariats novateurs et l'élaboration et l'application d'accords, de codes de conduite et de normes techniques. Il est important d'éliminer la faim en vue de favoriser «*la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie* ». Les pays ayant enregistré des avancées au cours des 20 dernières années ont été en mesure de trouver des moyens efficaces de gérer les processus complexes qui sous-tendent la réduction de la prévalence de la sous-alimentation. Bien qu'il n'existe pas de recette en la matière, les résultats tangibles sont souvent le fruit d'engagements politiques se traduisant par :

- Une impulsion à haut niveau et une gouvernance améliorée ;
- Des partenariats public-privé ;
- Des approches globales et complémentaires créant un environnement porteur.

Selon le rapport 2011 de la FAO, une évolution au niveau de la sécurité alimentaire a été sue. Par rapport à l'année 1990-1992, le pourcentage des personnes sous-alimentées a diminué en 2014-2016.

Graphe 1 : Pourcentage des personnes sous-alimentées



Source : FAO

B-La politique agricole

Les politiques agricoles se composent d'un ensemble d'interventions publiques qui portent sur l'agriculture nationale, sur les importations et les exportations de produits agricoles. Elles fixent des objectifs spécifiques dans différents domaines du secteur comme celui de l'organisation des marchés intérieurs des produits agricoles, de la sécurité alimentaire, de l'emploi agricole, de la répartition géographique des activités... En d'autres termes, une politique agricole se traduit par la définition d'un résultat spécifique et la mise en œuvre d'une combinaison d'instruments pour atteindre ce résultat.

1. Diversification de la culture

Une récente étude a mis en évidence l'utilité de la recherche agricole internationale pour réduire la sous-alimentation des enfants en accroissant la diversité et la productivité des cultures. Cette étude a été faite par le Groupe de l'analyse et de l'évaluation de l'incidence nutritionnelle du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (GCRAI). Entre 1970 et 1995, les centres de recherche agricole internationale ont diffusé un grand nombre de nouvelles variétés obtenues grâce à leurs programmes de sélection des plantes alimentaires de base - blé, riz, maïs, sorgho, millet, manioc, pomme de terre, orge et lentilles. D'après cette étude, ces travaux ont permis d'obtenir 70 à 100 nouvelles variétés par an et un gain de productivité additionnel de 0,5% par an. L'accroissement de la production vivrière qui en est résulté a fait baisser les prix des céréales de 27 à 41%. En conséquence directe, la sous-alimentation des enfants a reculé de 1 à 3%⁵.

2. Culture de manioc

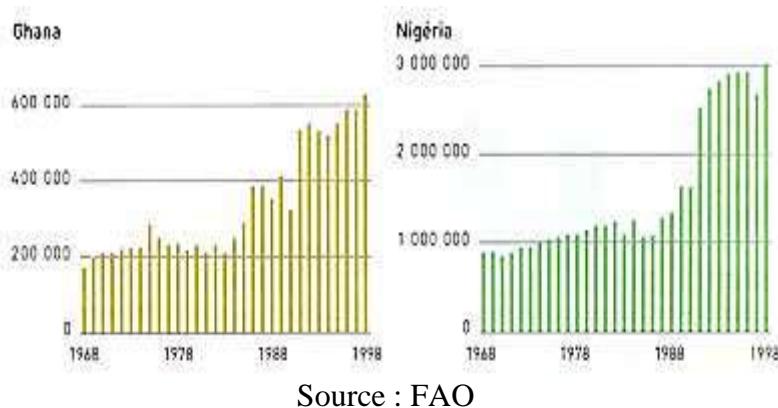
En 1982-1983, une grave sécheresse a détruit de nombreuses cultures dans une grande partie de l'Afrique, ce qui a incité beaucoup d'agriculteurs à adopter le manioc car c'est une plante qui tolère bien la sécheresse et pousse dans des sols relativement pauvres. En outre, le tubercule peut rester dans le sol jusqu'à trois ans avant d'être récolté, ce qui permet de constituer facilement une réserve alimentaire.

Le Ghana et le Nigéria sont parmi les rares pays du monde qui ont réussi à réduire la prévalence de la sous-alimentation de plus de 30 points de pourcentage entre 1979-1981 et 1996-1998. Le chiffre est tombé de 62 à 10% au Ghana et de 44 à 8% au Nigéria. Un des principaux

⁵ Source : FAO

facteurs qui ont contribué à cette amélioration est l'accroissement rapide de la production de manioc durant cette période, qui a eu des effets particulièrement bénéfiques sur les pauvres et les personnes souffrant de sous-alimentation. La racine de manioc est une excellente source d'énergie et les feuilles sont riches en vitamine A et C, en fer et en calcium et contiennent des protéines.

Graphe 2 : Superficies consacrées à la culture du manioc, en hectares



Source : FAO

3. Le soutien aux revenus des agriculteurs

Les gouvernements peuvent contribuer à fournir un revenu minimum garanti aux agriculteurs grâce à des versements d'aides directes. Ce type d'aide peut être ciblé sur des zones spécifiques moins favorisées ou attribué avec des conditionnalités, par exemple l'utilisation de pratiques respectueuses de l'environnement. Ce revenu minimum garanti est coûteux budgétairement pour les États qui n'en ont pas les moyens et reste rare en Afrique. Plus indirectement, les gouvernements soutiennent les revenus agricoles par l'usage de différents instruments : programmes d'aide pour encourager le développement agricole et rural ; aide à la réforme et à la restructuration de l'agriculture ; contrôle sanitaire. Une autre manière pour les gouvernements de soutenir les revenus agricoles consiste à soutenir les mécanismes d'assurance en cas de catastrophes naturelles, d'épidémies parasitaires ou de chutes des cours du marché.

L'Afrique dont Madagascar fait partie est le continent le plus touché par l'insécurité alimentaire. Les conditions climatiques, les différentes crises en sont les principales causes. Elle provoque des dégâts significatifs sur le plan social et économique de chaque pays victime. Dans le second chapitre, nous allons voir le cas de Madagascar.

Chapitre 2 : L'insécurité alimentaire à Madagascar

Madagascar est un pays en voie de développement dont la capitale est Antananarivo. Son économie est fortement basée sur l'agriculture. C'est l'un des pays les moins développés au monde : 151^{ième} sur 186 pays sur l'IDH (2012) avec un niveau de pauvreté extrêmement élevé, 71,5% la population vit en dessous du seuil national de pauvreté ; 52% vit en dessous du seuil de l'extrême pauvreté⁶. Madagascar a un potentiel économique énorme mais dont la croissance économique a été lourdement hypothéquée par une crise politique. En plus le changement climatique avec le phénomène El-Nino a causé tellement de trouble alimentaire surtout pour le Sud de Madagascar. Depuis un certain temps jusqu'à aujourd'hui, l'insécurité alimentaire est collée à la partie Sud de Madagascar. Pourtant, elle influe beaucoup de chose au niveau du pays.

Section1 : Causes et effets de l'insécurité alimentaire

Un ménage malgache compte, en moyenne, 4,7 personnes dont 4,4 en milieu urbain et 4,8 en milieu rural⁷, beaucoup sont touchés par l'insécurité alimentaire. Les ménages classés en insécurité alimentaire sévère sont ceux qui ont généralement un score de consommation faible. Ces ménages ont un accès très limité aux aliments avec de sources de revenu moins stable (ventes de produits vivriers, travail agricole, pêche...) et un faible niveau de revenu. Les ménages classés en insécurité alimentaire modérée, quant à eux, sont ceux qui ont généralement un score de consommation limité. Ces ménages mangent en moyenne 3 fois par jour. Ils n'ont pas de problèmes majeurs d'accès aux aliments, ils ont une source de revenu assez stable (emplois indépendants, petit commerce...) mais un revenu mensuel par tête faible.

⁶ Source : AGSANV 2012-2013

⁷ Source : L'INSTAT : EDSMD-4 2009

Tableau 4 : Pourcentage des ménages en insécurité alimentaire dans les différentes zones de Madagascar

Zones	Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire modérée		Insécurité alimentaire sévère et modérée	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Zones à risque de sécheresse	42%	63%	40%	22%	82%	85%
Zones à risque de cyclone et inondation	41%	44%	34%	38%	75%	81%
Zones de production rizicole	10%	15%	41%	33%	51%	47%
Total échantillon	32%	38%	38%	33%	70%	71%

Source : Rapport spécial FS Madagascar 2010 FAO

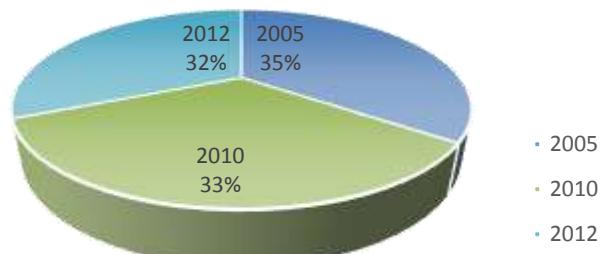
A Les causes de l'insécurité alimentaire

A Madagascar, la situation de l'insécurité alimentaire est très préoccupante. En effet, un tiers des ménages est dans une situation d'insécurité alimentaire très sévère et une très grande majorité de la population a un régime très insuffisant en termes de quantité ou de qualité. En 2012, environ 31% des ménages étaient en insécurité alimentaire au niveau national : soit 33% des ménages en zone rurale et 18,7% dans la capitale et les grands centres urbains.

1. L'insécurité alimentaire au niveau national

Au niveau national, la situation ne s'est pas améliorée depuis 2005. Ainsi entre 2005 et 2012, le pourcentage de la population en insécurité alimentaire est globalement resté stable et très élevé : autour d'un tiers de la population (34,7% en 2005 ; 32,8% en 2010 et 31% en 2012)⁸.

Graphe 3 : Pourcentage de la population en insécurité alimentaire



Source : Auteur

⁸ Source : AGSANV 2012-2013

La faible productivité agricole est l'une des causes principales de l'insécurité alimentaire. Cette productivité agricole pour toutes les spéculations essentielles (riz, manioc, maïs et patate douce) est très basse. Le secteur agricole souffre de nombreux problèmes structurels : faible utilisation d'intrants, manque de formation des agriculteurs, pratiques agricoles traditionnelles dépassées, vétusté des infrastructures hydro-agricoles. Ces problèmes se sont accentués depuis la crise politique de 2009 et l'arrêt de tout programme de subvention et d'appui au secteur. La superficie agricole moyenne exploitée par ménage est assez petite, environ 1,7 ha (1,4 ha en 2010). La majorité des ménages agricoles (63%) cultivent moins de 1,5 hectare de terre. Un tiers des agriculteurs estime manquer de terres.

L'absence de sécurité foncière reste un véritable problème. Le foncier veut dire patrimoine de l'Etat. Il touche les ressources naturelles et la population. En effet, la sécurité foncière aide ou sert à structurer le système de production et la structuration de la population. Une sécurisation foncière entraîne une sécurité de l'investissement. Autrement dit sécuriser un ménage foncièrement, lui incite à investir. La sécurisation foncière lui permet de devenir un occupant de droit (avoir le droit de propriété) au lieu d'être un occupant de fait (avoir le droit d'usage sans être la propriétaire). De ce fait un ménage sécurisé foncièrement peut exploiter ou cultiver leur terre sans crainte de dépossession. D'où une source d'alimentation pour ce ménage. Ce ménage est donc protégé de l'insécurité alimentaire.

De plus, **les crises politiques** ont lourdement affecté l'économie du pays influant son développement. L'insuffisance budgétaire a troublé le fonctionnement de l'administration publique, détériore la couverture et la qualité des services sociaux et suspend la maintenance des infrastructures (routes, eau, électricité). Par ailleurs, la détérioration des infrastructures, l'affaiblissement de l'état de droit, l'insécurité croissante ont découragé les investissements et empêché toute croissance. Ce qui a amplifié l'insécurité alimentaire dans le pays. Aujourd'hui, plus de 92% de la population vit avec moins de 2 dollars PPA⁹ par jour. Les indicateurs sociaux se sont détériorés entre 2008 et 2013 et l'insécurité alimentaire persiste.

⁹ Chiffrer les coûts de la crise politique, Banque Mondiale, Juin 2013

2. L'insécurité alimentaire au niveau régional

a) Dans la région d'Analamanga et les périphéries

La situation de la sécurité alimentaire s'est détériorée dans certaines régions en raison probablement de la récurrence des chocs climatiques, de l'accentuation de la pauvreté, du ralentissement de l'économie dû à la crise politique, de l'arrêt des programmes de soutien à l'agriculture et de l'invasion des criquets, urgence nationale depuis 2012. Entre 2010 et 2012, la situation s'est dégradée dans la capitale (passant de 13 à 18,7%) en raison du ralentissement économique lié à la crise politique. Dans la capitale, les ménages ont diminué les quantités consommées et ont adapté leur régime en consommant plus de céréales au détriment d'autres aliments.

En tant que capitale de Madagascar, Antanarivo est le plus concerné en changement de climat politique et économique, tous les manifestations qui se rattachent à ces changements s'y passe et provoque une trouble pour la région. Après les événements politiques de 2009, le taux de pauvreté a connu une hausse de près de 8 points par rapport à 2005. Celui-ci est passé de 68,7% à 76,5%. La même situation s'est produite lors de la crise politique de 2002, le taux de pauvreté était de 69,6% en 2001 et évolué de 80,7% en 2002. Durant ces périodes de crise, le PIB a connu une croissance négative, alors que le taux de croissance démographique oscille autour de 3%¹⁰. L'insécurité alimentaire dans la partie centrale de Madagascar est due à une hausse des prix de la production agricole. En 2012, le kilo du riz était 18% supérieur par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le prix du maïs a aussi augmenté de 15% entre 2010 et 2012¹¹. Vu la pauvreté qui s'intensifie de jour en jour, beaucoup sont les infrastructures anciennes et sans renouvellement. Par conséquent, la liquidation des produits agricoles depuis les agriculteurs vers les distributeurs est très difficile d'où une augmentation de coûts. Or, le pouvoir d'achat de la population est en baisse et que l'accroissement de la population est élevé. De ce fait, une insécurité alimentaire touche les ménages défavorisés. De plus, l'importation de riz depuis la gouvernance du président RATSIRAKA Didier a marginalisé les producteurs locaux. Pourtant, ces riz importés sont de mauvaise qualité. A présent même, Antananarivo est menacé par l'arrivée de riz plastique (riz importé) sur le marché.

¹⁰ Source : FMI

¹¹ Source : INSTAT

b) L'insécurité alimentaire dans les autres régions

Les régions avec des prévalences d'insécurité alimentaire très élevées sont : Atsimo Atsinanana (64%), Sava (44%), Sofia (42,7%) et Vatovavy Fitovinany (39,2%). Dans les régions de Boeny, Melaky, Androy, Anosy et Ihorombe, entre 31 et 35% des ménages sont en insécurité alimentaire. Il est indiqué que les sept districts les plus affectés dans le sud sont Amboasary, Ambovombe, Beloha, Bekily, Tsihombe, Betioky, Ampanihy. Dans ces districts, les ménages continuent de recourir à des stratégies de survie néfastes dont la vente de leurs biens, notamment les outils de production ; la réduction du nombre de repas ; la consommation d'aliments de disette (tels que le fruit du cactus rouge) ou la déscolarisation des enfants, pour faire face à la situation. Cette situation résulte des épisodes successifs de sécheresse qui ont anéanti les activités agricoles des populations. De fortes intempéries, des sécheresses périodiques, mais aussi des invasions de criquets compromettent la production alimentaire au sud de Madagascar. Dans la région d'Androy où sont principalement cultivés le maïs et le manioc, l'absence de pluie a laissé les habitants, vivant en majorité de l'agriculture, sans récolte. Cela montre à quel point la prospérité des agriculteurs dépendent des caprices de la météorologie. Dans les villages les plus excentrés, les villageois sont parfois contraints de se rabattre sur les semences, qu'ils mangent au lieu de les planter, mais aussi sur les fruits des cactus (Raketa), dont les apports nutritionnels sont très faibles.

Figure 7: Cactus et fruits de cactus dans le sud de Madagascar



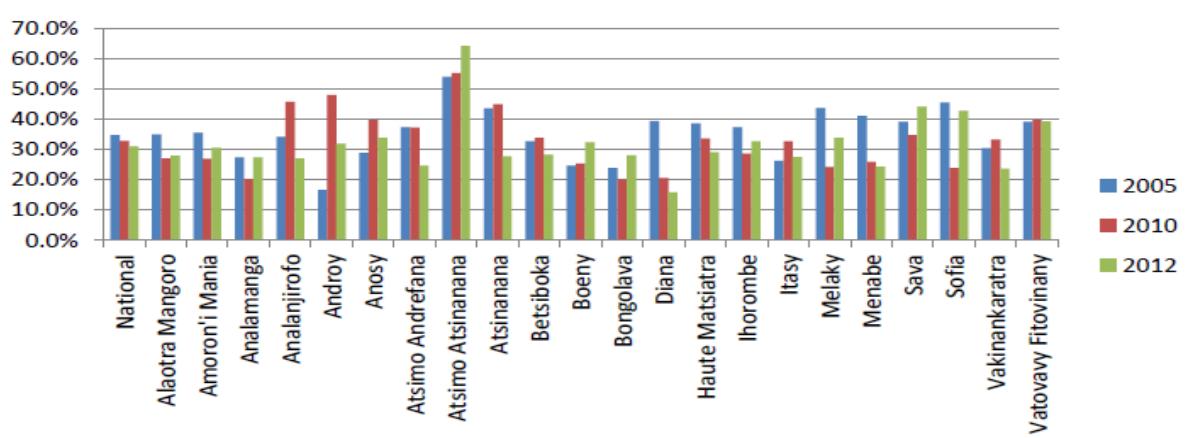
Source : site web de midi-madagasikara.mg

Dans la région d'Ambovombe, la ration alimentaire de la majorité des ménages est pauvre en termes de diversification car elle se réduit essentiellement à la consommation du manioc (75%) et de feuilles de patate douce (97%). Un ménage sur 3 ne dispose pas de stocks de manioc après la saison de récolte. Ceux qui en disposent l'ont pour une moyenne de 2,8 mois seulement. Un ménage sur 5 ne prend pas le petit déjeuner et 17% pour le déjeuner. De suite, un ménage sur trois gagne moins de 50.000 Ariary par mois. Cette situation est partiellement liée à l'impact de la

sécheresse sur les exploitations familiales et à l'effondrement des prix aux producteurs lié à la conjoncture. Malgré la difficulté du climat, la région d'Ambovombe présente de fortes densités de population, dépassant 200 hab/km² dans certaines communes. Les ménages dirigés par une femme sont plus nombreux à faire partie de la catégorie plus lésée (48%). Il en est de même avec les ménages composés d'au plus 4 individus (55%) et de ceux dirigés par une personne n'ayant jamais été scolarisée (40%).

Dans l'ensemble des régions ayant à gérer un déficit pluviométrique à l'exemple d'Androy, les agriculteurs ne peuvent pas faire face aux investissements agricoles associés. La plupart des habitants du Sud parcourrent plusieurs kilomètres pour acquérir de l'eau, souvent ce dernier n'est même pas potable. Cette difficulté ne permet pas à la population de prendre l'initiative dans ses activités quotidienne. L'incapacité des agriculteurs à accéder à l'eau et à la maîtriser a évidemment un effet direct sur les rendements et revenus potentiels. Elle a également un effet indirect en ce qu'elle diminue les gains éventuels de l'investissement. En plus de freiner la croissance de la productivité agricole, cela aggrave aussi l'insécurité alimentaire et affaiblit les revenus des ménages.

Graphe 4 : Evolution de l'insécurité alimentaire (2005, 2010 et 2012) au niveau régional



Source : EPM 2005, EPM 2010, ENSOMD 2013

Le graphe n°4 indique qu'Atsimo Antsinana est la région la plus touché par l'insécurité alimentaire parmi les 22 régions de Madagascar pendant trois (03) années (2005-2010-2012) avec un taux oscillant autour de 60%. Pendant ces 03 années, la région de Diana et de Haute Matsiaritra ont connu une évolution à la baisse de l'insécurité alimentaire.

B Les effets de l'insécurité alimentaire

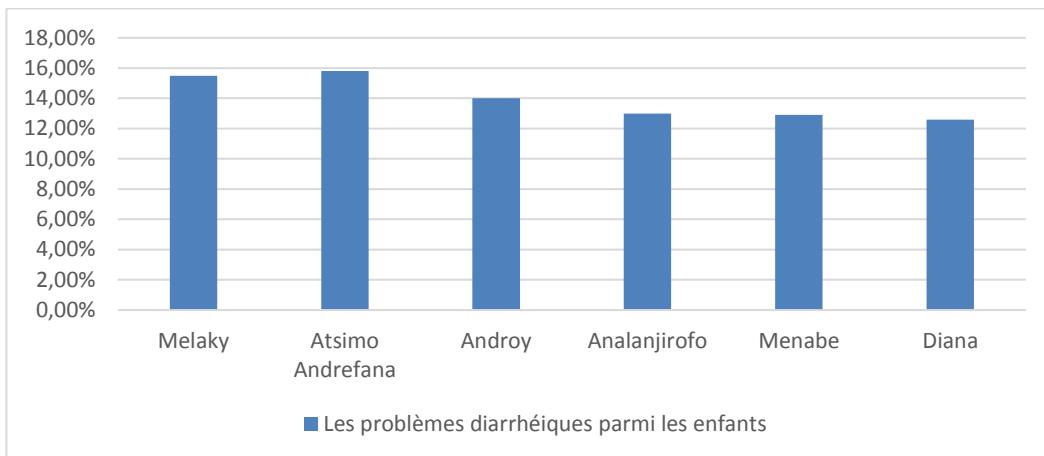
Pour Madagascar, les groupes à risque les plus exposés à la malnutrition et à l'insécurité alimentaire sont : les enfants issus des familles pauvres, surtout ceux vivant en milieu rural, les femmes enceintes et allaitantes victimes des carences en vitamines associées aux conditions de santé précaires les groupes vulnérables à faible revenu en milieu rural et urbain ,les populations vivant dans une situation de pauvreté alimentaire extrême et chronique dans les régions exposées aux catastrophes naturelles récurrentes, notamment celles du Sud-Est, de l'Est, du Sud et des zones enclavées.

1. L'état sanitaire de la population face à l'insécurité alimentaire

En fait, on mesure l'insécurité alimentaire par le biais de la sous-alimentation et de la faim. Or la sous-alimentation provoque des maladies comme le marasme, la kwashiorkor, l'anémie. A Madagascar, la malnutrition est un important problème social et de santé publique et touche une proportion élevée des enfants. Ainsi, presque la moitié des enfants de moins de 5 ans (47,3%) souffre de retard de croissance. Ce taux indique une situation critique et a un impact sur le capital humain et les capacités d'apprentissage des enfants. Aux difficultés alimentaires et économiques s'ajoutent aussi les problèmes d'eau et d'assainissement qui accroissent la vulnérabilité des populations locales, notamment les jeunes enfants de moins de cinq ans, face aux maladies, tels que le paludisme ou la diarrhée. Maladie endémique à Madagascar, le paludisme n'épargne pas les enfants de Vangaindrano. La proportion des enfants qui ont eu la diarrhée était de 8% en 2008. Les maladies diarrhéiques, de par leurs conséquences (déshydratation et malnutrition), constituent, directement ou indirectement, une des principales causes de décès des jeunes enfants dans les PED. Les jeunes enfants de 6-23 mois commencent à recevoir des aliments autres que le lait maternel et commencent à marcher et à explorer leur environnement, ce qui les expose davantage à la contamination par des agents pathogènes. Dans les régions, la prévalence varie d'un minimum de 4,9%, dans celle de la Haute Matsiatra, à un maximum de 21,6% à Vatovavy Fitovinany. Les problèmes diarrhéiques parmi les enfants ont aussi été fréquents dans les régions de Melaky (15.5%), Atsimo Andrefana (15.8%), Androy (14%), Analanjirofo (13%), de Menabe (12.9%) et de Diana (12.6%)¹².

¹² Source : AGSANV 2012-2013

Graphe 5 : Les problèmes diarrhéiques chez les enfants



Source : auteur

2. L'impact de l'insécurité alimentaire dans le domaine de l'éducation

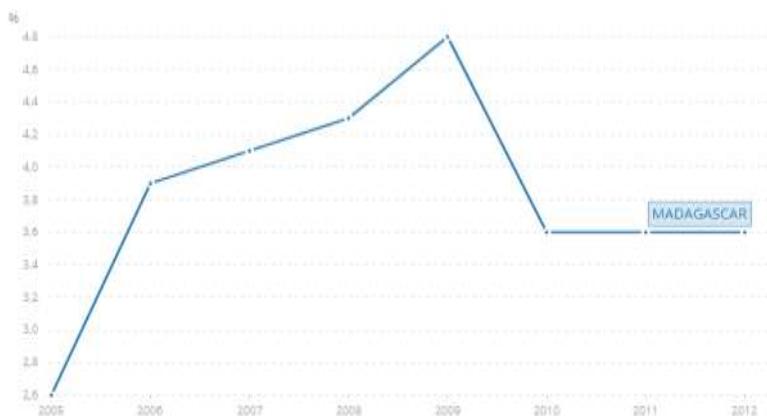
En générale, la santé se rattache à l'éducation. La malnutrition provoque une diminution des performances scolaires chez les enfants, les adolescents et les jeunes. De plus l'état de la faim et da la malnutrition n'entraîne pas seulement que des maladies mais aussi l'abandon des tâches quotidiennes pour aider les membres de la famille à trouver de quoi nourrir. Les ressources destinées à l'éducation sont souvent utilisées pour acheter des denrées alimentaires onéreuses, les enfants abandonnent l'école à cause de la faim. Les pertes de scolarisation constituent les principales conséquences de cette pauvreté qui touche les enfants. Selon un rapport de suivi du ministère de l'Education nationale, entre l'année scolaire 2008-2009 et celle de 2009-2010, les enfants de 6 à 10 ans en dehors du système scolaire ont augmenté de 53%. Le taux d'abandon en primaire est de 6,3%¹³, avec beaucoup de disparités régionales. La plupart d'entre eux intègrent très tôt le monde du travail. En milieu rural, près de 30% des enfants sont actifs et un enfant âgé de 5 à 10 ans sur dix a un travail. Sur le plan national, le travail des enfants implique, selon les études publiées en 2011 par le rapport SOWC 2011 (situation des enfants dans le monde en 2011), 28% des enfants âgés de 5-14 ans. La déscolarisation est importante, affectant principalement les enfants issus des ménages moins aisés. 47% chez les garçons contre 36% chez les filles âgées de 6 à 17 ans est déjà exclue du système éducatif, soit pour s'occuper de tâches domestiques, soit pour contribuer dans les exploitations agricoles familiales.

¹³ Source : EPM 2010

3. Effet sur le marché de travail

Dans le monde du travail, il existe des contraintes diverses qui constituent des barrières à l'entrée dans le marché du travail (qualification insuffisante, méconnaissance des structures et difficultés d'accès aux offres d'emploi, discrimination, ...). Les enfants quittent l'école trop tôt et entrent dans le monde de travail afin d'aider leurs parents à subvenir au multiple besoin. Les motifs les plus évoqués sont les études (59,3%) et l'âge trop précoce pour l'exercice d'un emploi (27,6%). Le fait que la majorité de la population malgache soit jeune, plus l'exode rural dû à l'insécurité alimentaire, explique la saturation du marché de travail. En effet, un marché de travail saturé indique une volonté à travailler plus importante par rapport à la demande de travail disponible sur le marché. L'incapacité physique due à la vieillesse et les handicaps ne représentent que 5% des motifs d'inactivité. De suite, l'état de santé des travailleurs est également susceptible d'influencer leur productivité. Les gens malnutris n'ont probablement pas l'énergie nécessaire pour le travail.

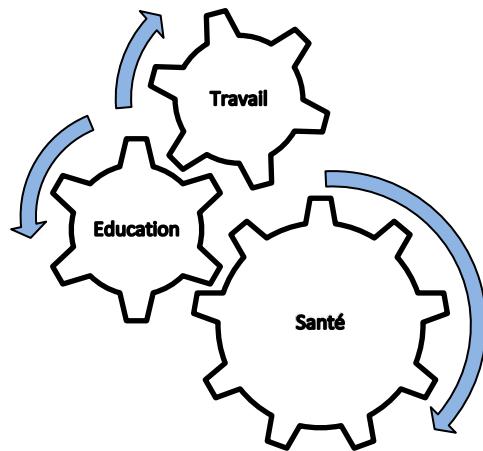
Graphe 6 : Evolution du chômage



Source : Banque mondiale

D'après le graphe n°4, l'insécurité alimentaire en 2005 est moyennement plus élevée par rapport à l'autre période (2010 et 2012). Et sur ce graphe n°6, le taux de chômage a augmenté durant la même période. Même si l'insécurité alimentaire n'est pas la cause principale de cette hausse du taux de chômage, elle contribue au moins dans cette action.

Figure 8 : Relation entre santé, éducation et travail



Source : Auteur

Cette figure montre le fait que la santé est le moteur de tout développement. L'éducation dépend de la santé, et le travail dépend de l'éducation. De ce fait, la figure n°8 nous montre que si la roue de la santé tourne, l'éducation mouvemente et le travail évolue.

Séction2 : Les aides au développement pour la lutte contre l'insécurité alimentaire

Les pays comme Madagascar, pays manquant de moyen financier ou de moyen de production, ont les plus besoin d'aide étrangère. En fait, il y a deux (02) types d'aides : l'aide multilatérale (accord entre un pays et des organisations multinationale) et l'aide bilatérale (accord entre deux pays). Il y a aussi les dons, qui sont des aides sans remboursement. Généralement, les aides sont apportées à ceux qui ont besoin de secours. Or, les aides étrangères ont presque tout le temps un vice caché.

A/ L'aide local (par les religieuses)

A Toliara, des religieuses de la communauté des sœurs Ursulines viennent au secours de 460 enfants et adolescents de Betsinjaka, en situation d'insécurité alimentaire. Ces religieuses font tout leur possible pour venir en aide à un maximum de gens dans la localité et ne cessent de conscientiser quant à l'urgence de la situation. L'insécurité alimentaire est, en effet, un fléau quasi cyclique qui frappe le Sud de Madagascar, surtout dans les zones reculées. Tout est à l'extrême, que ce soit au niveau de la pauvreté, de la chaleur ou encore de l'infertilité des sols.

B/ Les aides étrangères

1. Les différentes formes de l'aide

L'Ecole Primaire Publique d'Andaboly dans le district d'Ambovombe Androy, au sud de Madagascar est bénéficiaire du programme de cantines scolaires mis en œuvre depuis 2008 par le PAM. Le programme de cantines scolaires fournit un repas quotidien à plus de 220.000 élèves, cuisinières et enseignants dans près de 1.200 écoles primaires des régions Anôsy, Androy et Atsimo Andrefana, au sud de l'île. Ce programme est rendu possible grâce à l'appui financier de plusieurs bailleurs y compris le Canada, la France, la Norvège, la Banque Mondiale et l'Union Européenne. Les cantines scolaires couvrent actuellement 43% des enfants en âge d'être scolarisés dans ces zones. Les repas scolaires visent à améliorer l'accès à l'éducation. Ils ont le triple avantage d'améliorer l'accès et le taux d'achèvement du cycle primaire ; de réduire les taux d'abandon scolaire; et d'améliorer les capacités de concentration et d'apprentissage en réduisant la faim immédiate chez les élèves. Les cantines scolaires constituent une plateforme pour mener une série

d'activités complémentaires telles que la fortification de la ration distribuée, l'éducation nutritionnelle et la promotion de l'hygiène. Ces initiatives sont mises en place à travers un programme conjoint avec le Bureau International du Travail et l'UNICEF.

FAO a mis en œuvre une opération d'urgence dans le secteur agricole à travers la distribution de semences améliorées résistantes à la sécheresse, qui contribueront à nourrir 13.000 ménages dans les régions d'Anosy et d'Androy. Elle a également contribué à vaincre l'invasion de criquets pèlerins qui avait affecté les cultures et les pâturages de l'île en 2013 et au début 2014. En 2016, la FAO a avancé une solution via les légumineuses. C'est un type de cultures récoltées uniquement pour l'obtention de grains secs (les haricots secs, les lentilles, ...). Selon le directeur général de la FAO : « L'année internationale des légumineuses contribuera à mieux faire connaître ces cultures importantes qui sont essentielles pour favoriser la durabilité de l'agriculture et la nutrition ».

Le Département du Développement International du Royaume-Uni (DFID) vient d'allouer 16,9 millions de livre sterling (20,8 millions de dollars) à l'UNICEF pour prévenir la propagation de la malnutrition, la morbidité infantile résultant de la sécheresse dans quatre pays d'Afrique australe, dont Madagascar. Une subvention de 20,8 millions de dollars remise à l'UNICEF pour faire face aux impacts, notamment chez les enfants, des conséquences de la sécheresse particulièrement rude, suite au phénomène El-Nino. Il s'agit d'un financement alloué par le Département du Développement International du Royaume-Uni pour le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance afin de mener des interventions qui consistent à prévenir la propagation de la malnutrition, la maladie et la morbidité chez les enfants dans quatre pays d'Afrique australe dont Madagascar fait partie.

2. L'idée cachée des aides étrangère

Il existe une abondante littérature critique sur les effets de l'aide alimentaire en Afrique subsaharienne dont Madagascar fait partie. L'aide alimentaire d'urgence, dispensée par le PAM, étant passée en moins de dix ans de 60 à 80% du volume total de l'aide distribuée. L'aide alimentaire n'échappe pas à ce qui relève souvent de ce qu'il est convenu d'appeler la « charity business ». Depuis les grands céréaliers européens ou américains dont la production (et l'exportation) est largement subventionnée, jusqu'aux transporteurs locaux, en passant par les ONG intermédiaires, il semble qu'il soit parfois plus facile de déclencher une opération de distribution alimentaire (d'ailleurs justifiée par l'urgence) que de l'interrompre, tant il est vrai que l'aide est parfois détournée à des fins véritablement frauduleuses ou politiques. Les aides fournies

sont essentiellement destinées aux pays dont les récoltes sont déficitaires et, beaucoup plus rarement, à des programmes de scolarisation. Mais dans ces cas-là, certaines régions sont plus affectées que d'autres et c'est bien souvent la déficience des infrastructures et l'impuissance de l'Etat qui justifient le recours à l'aide internationale. Par ailleurs, il existe souvent un décalage important entre la mise en place de l'aide et les besoins réels des populations, en particulier lorsque les donateurs fournissent des aliments moins appréciés que les denrées locales traditionnelles. L'assistance alimentaire dispensée en Afrique par les grandes puissances occidentales aux agricultures très fortement subventionnées apparaît largement comme une pratique en permettant d'écouler la surproduction agricole sans remettre en question les subventions dont bénéficient les agriculteurs occidentaux, à l'inverse des petits producteurs africains. L'introduction des OGM en Afrique pose également de nombreuses questions. Alors que peu de moyens ont été consacrés à l'amélioration agronomique des céréales traditionnelles, que le désenclavement géographique permet des transferts rapides de surplus agricoles d'un pays et d'une région à l'autre, la diffusion de semences améliorées, risque de renforcer la dépendance stratégique et économique des agricultures familiales africaines vis-à-vis des multinationales agro-alimentaires, propriétaires des brevets. Du fait que l'alimentation est la base de la survie de l'homme, les apporteurs d'aide profitent de la faiblesse des pays en situation d'insécurité alimentaire.

Section3 : Des solutions pour éliminer l'insécurité alimentaire

Tous problèmes ont probablement une solution. La lutte contre la faim n'est pas seulement un impératif humanitaire ; c'est aussi une action qui a de fortes justifications économiques. Le coût économique de la faim et de la sous-alimentation et de leurs effets en termes de productivité, de morbidité et de mortalité est extrêmement élevé. La sous-alimentation affecte sensiblement les capacités physiques, le développement cognitif et l'apprentissage, ce qui entraîne une baisse de la productivité. Lutter contre l'insécurité alimentaire est une grande initiative pour pouvoir se développer.

A) Solution via l'agriculture

1. La place des cultures vivrières chez la population Malagasy

Le riz tient la première place en termes d'alimentation à Madagascar. Le manioc est le deuxième aliment de base de la population il occupe une superficie de 388.000ha et sa production est de l'ordre de 2,9 millions de tonnes. La culture du manioc est importante dans la région Androy. En effet, plus de 90% des ménages la pratiquent ce qui équivaut à la quasi-totalité des ménages agricoles. Et dans les milieux ruraux, le haricot, la patate douce et la pomme de terre ainsi que d'autres tubercules comme le taro ou « saonjo » sont les autres cultures les plus souvent consommés.

Tableau 5 : Production des principales cultures vivrières (tonnes)

Culture	2006	2007	2008	2009	2010*
Riz	3 484 946	3 595 764	3 914 168	4 540 435	4 737 966
Maïs	405 344	416 767	430 334	425 204	411 914
Haricot	79 104	79 854	80 613	82 118	82 153
Manioc	2 982 481	2 993 577	3 021 080	3 019 966	3 008 886
Patate douce	886 518	894 553	902 665	910 857	919 127
Pomme de terre	216 631	218 627	220 655	224 683	224 787

Source : Ministère de l'Agriculture, Service de la Statistique agricole

Les grandes régions productrices de riz à Madagascar sont les régions de Sofia (Mahajanga), du Lac Alaotra (au Nord Est d'Antananarivo), de l'Imerina Centrale (centre du pays, avec Antananarivo notamment), du Mangoro (entre la côte Est centrale et les hauts plateaux). Alaotra-Mangoro est considéré comme le grenier à riz de Madagascar, la zone rizicole autour du Lac Alaotra relevant des districts d'Ambatondrazaka et d'Amparafaravola s'étend sur plus de 90.000 ha de périmètres irriguées auxquels s'ajoutent un peu plus de 5.000 ha de parcelles consacrées en culture de riz pluvial et environ 2.000 ha de riz de contre-saison.

Tableau 6 : Production rizicole dans la région d'Alaotra- Mangoro 2004-2010

		Riz			
Campagne agricole		Irrigué	Pluvial	Contre saison	TOTAL
2004/05	Superficie (ha)	84 872	4 427		89 299
	Production (tonnes)	283 676	11 344		295 020
2005/06	Superficie (ha)	78 510	4 995		83 505
	Production (tonnes)	306 113	12 988		319 101
2006/07	Superficie (ha)	93 190	3 619	1 495	98 304
	Production (tonnes)	318 394	4 715	3 608	326 717
2007/08	Superficie (ha)	81 782	2 159	2 620	86 561
	Production (tonnes)	346 339	3 032	8 254	357 625
2008/09	Superficie (ha)	105 850	5 540	2 820	114 210
	Production (tonnes)	416 762	14 678	8 660	440 100
2009/10*	Superficie (ha)	104 850	5 773	n.d ¹⁴ .	110 623*
	Production (tonnes)	422 900	16 360	n.d.	439 260*

Source : FAO

¹⁴ Nd : non déterminé

Le riz constitue l'aliment de base des Malagasy, l'une des plus grosses consommatrices de riz dans le monde avec 140kg de riz cargo par habitant par an, selon le FAO. Il contribue à hauteur de 12% du PIB national et de 43% du PIB agricole. Il est cultivé par 85% des agriculteurs et constitue la principale source de revenus pour certaines familles malgaches. Le prix du kilogramme de riz étant d'environ 1.200 Ariary, et une famille malgache composé de 6 personnes consommant environ 60kg par mois, le budget riz mensuel représente 2/3 du salaire minimum malgache.

2. Le secteur agricole comme solution de l'insécurité alimentaire

Selon Gunnar Myrdal : « *C'est dans le secteur agricole que la bataille pour le développement économique à long terme sera gagnée ou perdue* ». Le secteur agricole constitue une composante essentielle de l'économie malgache. Il contribue pour près de 30% au PIB du pays et emploie 80% de la population active. La population rurale pratique une agriculture essentiellement vivrière où le riz joue un rôle prépondérant. L'investissement dans l'agriculture joue un rôle décisif dans l'instauration durable de la sécurité alimentaire à long terme. Il améliorera la compétitivité de la production intérieure, accroîtra les bénéfices des agriculteurs et rendra les denrées alimentaires plus abordables pour les pauvres. Par exemple, une irrigation performante et des pratiques et des semences améliorées issues de la recherche agronomique peuvent minimiser les risques liés à la production auxquels les agriculteurs, en particulier les petits exploitants, sont confrontés, et réduire la volatilité des prix. L'essentiel de l'investissement sera du ressort du secteur privé, mais l'investissement public aura un rôle de catalyseur à jouer en finançant les biens publics que le secteur privé ne prendra pas à sa charge. Ces investissements devront tenir compte des droits des usagers des terres et des ressources naturelles, profiter aux communautés locales, et promouvoir la sécurité alimentaire sans entraîner de dégradation intempestive de l'environnement.

Si on veut réduire l'incidence de la faim, il faut tenir compte du fait que l'agriculture joue un rôle déterminant dans les stratégies de lutte contre la faim et la pauvreté. En effet, l'agriculture est un moyen de subsistance mais aussi elle génère des emplois et un revenu aux populations rurales. Il apparaît indispensable, désormais, d'améliorer le travail des petites exploitations agricoles dans les régions touchées par la pauvreté pour faire reculer le problème de la faim. Ainsi cela permettrait d'augmenter les disponibilités alimentaires des familles d'agriculteurs et de favoriser une sécurité alimentaire qui éloignerait les maladies et la mortalité.

B) La sécurisation foncière

D'après l'EDBM, la grande île possède au total 60 millions d'hectares de terres plus grande que toutes les autres îles de l'Océan Indien réunies, presque 30 millions adaptés à l'agriculture. Environ 18 millions d'hectares sont non utilisées et disponibles pour le développement. L'agriculture de Madagascar est surtout familiale. Au fil du temps que les générations évoluent, la surface des terres à cultiver pour chacun devient de moins en moins large suite à la succession de ces terres. D'après les données de l'INSTAT, 4,8% des agriculteurs malgaches seulement ont une terre de plus de 4 hectares. L'insécurité foncière dans laquelle se trouvent de nombreux exploitants découle de plusieurs types de contraintes, environ 1 agriculteur sur 3 ressent un problème de manque de terres cultivables, et 10% citent d'autres problèmes fonciers. La diminution du coût d'acquisition des titres, la facilitation de la procédure d'acquisition des terres et la durée du traitement des dossiers seront bénéfique pour les agriculteurs pour les inciter à investir. La sécurisation foncière incite les agriculteurs à investir car elle est un moyen de défense contre toutes dépossessions.

C) Solution via la microfinance

Selon l'ENSO MD 2012, environ 40% des agriculteurs ressentent des problèmes de financement. Ils non pas les moyens financiers pour investir dans ses activités. Ils ont alors besoin d'aide financière. Par conséquent, des établissements de crédits sont nécessaires. En ce qui concerne l'indisponibilité ou l'inaccessibilité aux institutions de microfinances, il existe des producteurs qui passent par le crédit informel (sous forme de prêts ou d'avance en intrants) à taux élevé, afin de financer leur campagne. L'accès au crédit est considéré comme l'une des solutions à une bonne campagne culturelle, notamment à propos de l'achat des intrants. Grâce aux crédits octroyés, les exploitants peuvent améliorer leurs productions en utilisant des nouvelles technologies puisque 24% des unités de production agricoles se déclarent en retard par rapport aux techniques modernes, selon l'ENSO MD 2012-2013 et avoir accès à des formations pour une méthode d'agriculture moderne. La faiblesse des programmes de formation et de vulgarisation peut faire obstacle à la productivité des exploitants. Ainsi, la nécessité des « programmes d'encadrement techniques » est importante tels que la FORMAPROD et PROSPERER, ainsi que bien d'autres programmes (AD2M, BVPI, etc.) pour le développement agricole. Les microfinances devraient être donc plus près, en termes de relation, avec les agriculteurs.

D) L'imposition du droit de douane

En favorisant le secteur agricole tout en diminuant au plus bas possible les importations des produits agricoles comme le riz, les agriculteurs malgaches seront à l'abri de toute marginalisation. Vu les différents aléas provoquant un coût élevé aux productions nationaux, les produits importés sans droit de douane sont sûrement moins chers que les produits locaux. En imposant le droit de douane, le prix des produits importés sera élevé par rapport au prix des produits locaux. Avec cette méthode, les acheteurs rationnels vont appuyer leur demande vers les produits nationaux. C'est une forme de soutien aux petits producteurs, de promotion de la consommation de produits locaux et de protection des produits locaux. Face à cela, les producteurs nationaux ont le pouvoir de négociation de prix. Ils sont encouragés à augmenter leurs productions de temps à autre. Par conséquent, les revenus agricoles croît ainsi les agriculteurs ont les moyens de subvenir à leurs besoins.

Conclusion

Selon Malassis Louis, dans son ouvrage *Nourrir les hommes*, 1994 : « *C'est en courant derrière sa nourriture que l'humanité a inventé le monde, fabriqué ses armes et ses outils, organisé la société.* » La sécurité alimentaire est la situation dans laquelle une population bénéficie à la fois de la suffisance alimentaire et de l'innocuité des aliments. L'augmentation sur le long terme de la production de biens a pour but d'améliorer la vie des populations et d'augmenter les richesses de son économie. En Afrique, l'insécurité alimentaire a pour effet l'appauvrissement de la société rurale, qui n'a plus la garantie d'un besoin aussi fondamental que celui de l'alimentation. Cela engendre une rupture sociale, conduisant à un exode vers d'autres modes de vie et moyens de subsistance. De plus, la croissance démographique conduit à la baisse du niveau de production au moment où le code familial insiste sur le partage des terres par les héritiers. Donc, la première hypothèse disant que la croissance démographique amplifie l'insécurité alimentaire est vraie, mais la pauvreté est sa principale cause. Les conséquences sont l'augmentation de la malnutrition, la croissance de la population urbaine, la criminalité, la violation des droits de l'homme ainsi que des maladies, le manque d'éducation, les conflits tribaux et la dépendance socioéconomique envers d'autres pays. Ce qui vérifie la deuxième hypothèse affirmant que l'insécurité alimentaire accroît la dépendance économique d'un pays. Depuis un certain temps, l'insécurité alimentaire à Madagascar, un pays du continent Africain, se trouve dans une situation délicate. Les petits agriculteurs migrent vers les villes car ils sont confrontés aux inondations ou à la sécheresse ; ils sont davantage exposés à ces catastrophes. Face aux enjeux environnementaux et à la nécessité de nourrir tous les hommes, de nouveaux systèmes alimentaires dits « durables » doivent émerger. Plaider l'accès aux crédits et aux intrants pour les petits producteurs agricoles et former les agriculteurs sur les effets du changement climatique et les techniques pour passer de l'agriculture de subsistance à une agriculture mécanisée, productive et commerciale est le plus important car l'agriculture fournit l'essentiel de la consommation alimentaire, non seulement des ménages ruraux mais également des ménages urbains et simultanément une source de revenus (revenus agricole). Il en résulte que favoriser le secteur agricole réduit l'insécurité alimentaire, vérification de la troisième hypothèse. Aujourd'hui encore, l'agriculture doit être à l'initiative d'un renouveau. Le modèle de proximité devra s'appliquer à l'agriculture mais également à la transformation alimentaire, nouvel angle pour aborder par exemple le thème de l'agriculture urbaine.

Références Bibliographiques

Ouvrages :

- J. DEWBRE, C. GODOY (2010), *Importance économique de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté*, Éditions OCDE.
- J. L. RASTOIN, G. GHERSI (2010), *Le système alimentaire mondial*, Paris, éd. Quae, 584p.
- L. CAMBREZY, P. JANIN, *Le risque alimentaire en Afrique*
- L. MALASSIS (1979), *Traité d'Economie Alimentaire*
- L. MALASSIS, *Nourrir les hommes*, Paris, éd. Flammarion, coll., 1994, 126p.

Rapports et revue :

- Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, et de la Vulnérabilité (AGSANV), Donnés collectées en Décembre 2012/Janvier 2013
- Enquête Démographique et de Santé 2008-2009, Institut national de la statistique (INSTAT)
- Enquête Nationale sur le Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Madagascar 2012 – 2013, Institut National de la Statistique Ministère de l’Economie et de l’Industrie Antananarivo, Madagascar
- Vue d’ensemble régionale de l’insécurité alimentaire Afrique. FAO, 39 p,
- « La lettre d’information du système des nations unies », 12 pages, publiés en juin 2011

Webographies :

- www.banquemondiale.org
- www.e-monsite.com
- www.instat.mg
- www.fao.org
- www.midi-madagascar.mg
- www.rfi.fr/afrique/madagascar

Annexe

La famine : Manque presque total de ressources alimentaires dans un pays, une région aboutissant à la mort ou à la souffrance de la population.

La malnutrition : Etat nutritionnel qui s'écarte de la normale définie par les physiologistes et qui est la conséquence d'une alimentation mal équilibrée en quantité et/ou en qualité. (Les malnutritions regroupent la sous-alimentation, la suralimentation, la mauvaise assimilation)

La sous-nutrition : La sous-alimentation (ou sous-nutrition) est un état de manque important de nourriture caractérisée par un apport alimentaire insuffisant pour combler les dépenses énergétiques journalières d'un individu et entraînant des carences nutritionnelles.

La vulnérabilité : Du latin *vulnus*, *vulneris* (la blessure) et *vulnerare* (blessier), le vulnérable est, selon le dictionnaire Larousse, celui « qui peut être blessé, frappé », « qui peut être facilement atteint, qui se défend mal ».

Le phénomène El-Nino : Après cinq ans d'absence, le phénomène El Niño est réapparu dans l'océan Pacifique tropical. Ce nouvel épisode avait affecté de nombreuses régions du globe jusqu'au printemps 2016. « Depuis le début des années 2000, la corrélation entre l'accumulation d'eau chaude dans le Pacifique et le retour d'El Niño est nettement moins évidente : la circulation atmosphérique joue en fait un rôle prépondérant dans le déclenchement puis l'évolution des événements les plus récents. » disait Eric Guilyardi.

Table des matières

Remerciements.....	i
Sommaire.....	ii
Liste des abréviations.....	iii
Liste des tableaux.....	iv
Liste des figures.....	v
Liste des graphes.....	vi
Introduction.....	1
Partie 1 : Approche théorique sur l'insécurité alimentaire et le développement économique.....	2
Chapitre 1 : Concept d'insécurité alimentaire et du développement économique.....	3
Section1 :le concept d'insécurité alimentaire.....	3
I. Définition de l'insécurité alimentaire	4
II. Les types d'insécurité alimentaire	5
1. L'insécurité alimentaire chronique.....	5
2. L'insécurité alimentaire transitoire	5
III. Manifestation de l'insécurité alimentaire.....	6
1. L'insécurité alimentaire au niveau individuel	6
2. L'insécurité alimentaire au niveau du ménage.....	6
Section2 : Le concept du développement économique.....	7
I- Définition	7
II- Les indicateurs du développement	8
1. Indicateur quantitatif du développement : le PNB	8
2. Indicateur de Développement Humain : IDH	8
3. Indicateur de la pauvreté humaine : IPH	9
Chapitre 2 : Le concept de système alimentaire.....	10
Section1 :Définition du système alimentaire.....	10
Section2 : L'évolution du système alimentaire dans le temps.....	11
I Age préagricole	11
II Age agricole	11
III Age agro-industriel.....	12
Section3 : Les Rôles du système alimentaire dans la sécurité alimentaire.....	13
Chapitre 3 : Liens théorique entre insécurité alimentaire et développement socio-économique...14	

Section1 : Les causes de l'insécurité alimentaire.....	14
I) La croissance démographique comme un facteur amplifiant l'insécurité alimentaire..	14
II) Relation entre insécurité alimentaire et pauvreté	15
Section2 :Les conséquences de l'insécurité alimentaire.....	16
I° Les effets de l'insécurité alimentaire sur l'état sanitaire de la population.....	16
II° L'impact de l'insécurité alimentaire sur l'éducation	17
III° La conséquence de l'insécurité alimentaire sur le marché de travail	17
Section3 : Le cercle vicieux entre le développement et l'insécurité alimentaire.....	18
Partie 2 : Analyse empirique de l'impact de l'insécurité alimentaire sur le développement économique.....	19
Chapitre 1 : L'insécurité alimentaire en Afrique.....	20
Séction1 : Manifestation de l'insécurité alimentaire en Afrique.....	20
A. L'état de l'insécurité alimentaire en Afrique	21
B. Les causes de l'insécurité alimentaire	22
1. Les catastrophes naturelles.....	23
2. La croissance démographique	24
3. Le VIH/Sida	25
C. Les conséquences de l'insécurité alimentaire	25
1. La mortalité	25
2. Le VIH/sida	26
Section2 :Mesure préventive.....	27
A- Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	27
B- La politique agricole	28
1. Diversification de la culture	28
2. Culture de manioc	28
3. Le soutien aux revenus des agriculteurs.....	29
Chapitre 2 :L'insécurité alimentaire à Madagascar.....	30
Section1 :Causes et effets de l'insécurité alimentaire.....	30
A Les causes de l'insécurité alimentaire	31
1. L'insécurité alimentaire au niveau national	31
2. L'insécurité alimentaire au niveau régional	33
a) Dans la région d'Analambana et les périphéries	33

b)	L'insécurité alimentaire dans les autres régions	34
B	Les effets de l'insécurité alimentaire	36
1.	L'état sanitaire de la population face à l'insécurité alimentaire.....	36
2.	L'impact de l'insécurité alimentaire dans le domaine de l'éducation.....	37
3.	Effet sur le marché de travail	38
	Séction2 : Les aides au développement pour la lutte contre l'insécurité alimentaire.....	40
A/	L'aide local (par les religieuses)	40
B/	Les aides étrangères	40
1.	Les différentes formes de l'aide	40
2.	L'idée cachée des aides étrangère	41
	Section3 : Des solutions pour éliminer l'insécurité alimentaire.....	43
A)	Solution via l'agriculture.....	43
1.	La place des cultures vivrières chez la population Malagasy	43
2.	Le secteur agricole comme solution de l'insécurité alimentaire	45
B)	La sécurisation foncière	46
C)	Solution via la microfinance	46
D)	L'imposition du droit de douane	47
	Conclusion.....	48
	Références Bibliographiques.....	vii
	Annexe.....	viii

Auteurs :

- HARIMALALA Ny Miora Fitiavana
- LALANIRIANA Laurence
- MAHAVALISOA Josianna Cathérine Odette
- RABEARISOA Aina Stéphanie
- RAFALIMANANA Anja Nofy Agathe

Titre : L'insécurité alimentaire et son impact sur le développement économique de Madagascar.

Nombre de pages : 48 pages

Tableaux : 06 Figures : 08 Graphes : 06 Annexe : 01

Contacts du premier auteur : lalanirianalaurence@gmail.com / +261 32 70 372 23

Adresse du premier auteur : lot A 87 ter Sabotsy Namehana

Résumé

« Assurer à toute personne et à tout moment un accès physique et économique aux denrées alimentaires dont elle a besoin » (FAO, 1983) ... Telle est la conception relative à la sécurité alimentaire conçu par le FAO. L'homme doit se nourrir pour pouvoir vivre. La plupart d'eux n'ont pas la possibilité de le faire correctement. Mais l'insécurité alimentaire n'est pas un phénomène sans causes. Les guerres et les conflits sans en parler de la croissance démographique, souvent accompagnés par des catastrophes naturelles, se multipliaient ; mettant l'état de la sécurité alimentaire en question. Des crises alimentaires se sont succédé dans le monde, et les pays Africains sont les plus touchés. En ce sens, Madagascar fait partie des plus vulnérables. Les ménages avaient un régime alimentaire très pauvre en quantité et extrêmement misérable en qualité. Ils n'arrivaient plus à subvenir à leurs propres besoins. L'impact de cette situation a une lourde conséquence dans le mode de vie de la population. Ce n'est qu'en 1974 que l'ONU a convoqué la première conférence mondiale sur l'alimentation, conduit à la « *Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition* », notant le « *droit inaliénable d'être libéré de la faim et de la malnutrition* » ; en accentuant la responsabilité des États dans ce domaine. La pauvreté reste un fléau, une problématique liée à l'insécurité alimentaire mettant en péril le développement socio-économique d'un pays. Ainsi la meilleure façon d'en finir avec le scandale de la faim est de soutenir les petits agriculteurs...

Mots clés : sécurité alimentaire, insécurité alimentaire, pauvreté, développement économique, dépendance économique

Encadreur : Monsieur André Pierre LAZAMANANA, Maître de conférences en Economie